
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 MAI 1903.

Projet de loi approuvant les traités d'arbitrage obligatoire conclus par la Belgique avec la Russie, la Suède et Norvège, la Suisse, l'Espagne, le Danemark et la Grèce, ainsi que la déclaration annexée au traité belgo-russe et le protocole de signature annexé au traité belgo-suédois.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La recherche des moyens d'assurer la solution pacifique des conflits internationaux a été, on le sait, l'œuvre principale de la Conférence réunie à La Haye, en 1899. De ses délibérations est sortie une Convention qui traite des bons offices, de la médiation et surtout de l'arbitrage.

Un ensemble de dispositions soigneusement étudié règle systématiquement ce qui concerne la justice arbitrale, l'établissement d'une Cour permanente d'arbitrage, enfin la procédure à suivre dans les conflits soumis à cette Cour.

La question des recours obligatoires à l'arbitrage entre les parties contractantes s'est posée à la Conférence, l'une des premières. Il est nécessaire de rappeler brièvement ici comment elle a été résolue, et l'on ne peut faire mieux que d'emprunter, à cet effet, un passage à l'Exposé des motifs du projet de loi approuvant l'acte final de la Conférence de la paix (1).

« Dès le début, — et c'était d'ailleurs une condition essentielle de succès, — on s'est trouvé unanimement d'accord pour reconnaître que « les conflits d'intérêt, les dissidences d'ordre politique, ne relèvent pas à proprement parler de l'arbitrage. » L'application de ce mode de solution se restreint donc aux questions d'ordre juridique.

» Mais, pour ces questions même, le principe de la liberté du recours domine toute l'œuvre de la Conférence. « Sous l'empire de la Convention, déclare le rapporteur, chaque Etat décide souverainement si tel ou tel cas pourrait être soumis à l'arbitrage, sous la réserve des obligations qu'il peut avoir contractées par d'autres traités. »

(1) Documents de la Chambre des Représentants, session de 1899-1900, n° 106.

» Le recours à l'arbitrage obligatoire avait été cependant proposé par les délégués russes... Mais des objections graves se firent jour; on alléguait que l'expérience acquise jusqu'à présent était insuffisante et que l'introduction prématurée de l'arbitrage dans les rapports internationaux offrirait plus de dangers que d'avantages pour le maintien de la paix entre Etats.

» Estimant que l'entente devait être recherchée avant tout, la majorité des plénipotentiaires s'inclina devant ces considérations et la convention se borne à la déclaration de principe, énoncée à l'article 16 en ces termes : « Dans les questions d'ordre juridique, et en premier lieu dans les questions d'interprétation ou d'application des conventions internationales, l'arbitrage est reconnu par les puissances comme le moyen le plus efficace et en même temps le plus équitable de régler les litiges qui n'ont pas été résolus par les voies diplomatiques. »

L'Exposé des motifs fait remarquer ensuite que rien, dans la Convention, ne peut être invoqué pour entraver les progrès que l'expérience et le développement des relations internationales laissent espérer, pour l'avenir, aux partisans de cette réforme, et la Conférence a voulu manifester son sentiment à cet égard en déclarant dans l'article 19 de la Convention, que « les Puissances se réservaient de conclure, soit même avant la ratification de l'acte final, soit postérieurement, des accords nouveaux, généraux ou particuliers, en vue d'étendre l'arbitrage obligatoire à tous les cas qu'elles jugeraient possible de lui soumettre. » Il était à prévoir dès lors que des négociations ne tarderaient pas à s'engager entre les Etats qui seraient disposés à établir de semblables ententes.

Décidé à s'y associer au moment opportun, le Gouvernement a suivi d'un œil attentif les tentatives qui se produisirent en ce sens après la signature de la Convention de La Haye. Les négociations engagées entre diverses Puissances ne progressèrent toutefois que lentement, pendant les premières années.

Des conjectures politiques plus favorables amenèrent ensuite la conclusion d'un traité d'arbitrage entre l'Angleterre et la France, traité qui porte la date du 14 octobre 1903. Les grandes Puissances entraient ainsi dans la voie qu'avait tracée la Conférence de la Paix. Depuis lors, les conventions de cette espèce se sont multipliées, aussi bien entre les grands États, qu'entre plusieurs États de second ordre.

Déjà avant la signature du traité anglo-français, le Gouvernement avait arrêté sa ligne de conduite et commencé certaines négociations. Il apprécie, en effet, très justement la place que l'arbitrage peut tenir dans les relations internationales et que la Conférence de La Haye a caractérisée dans son article 16.

Ayant à prendre position sur un terrain où l'on en est encore aux premières expériences, le Gouvernement n'a pas cru devoir s'arrêter à la formule même de cet article, et par conséquent étendre l'obligation de l'arbitrage à tous les différends qui sont « d'ordre juridique », sauf à en exclure seulement les conflits portant sur des intérêts politiques. Sans doute, comme l'a fait observer le rapport présenté à la Conférence, les différends dans les-

quels les prétentions contradictoires des parties ne peuvent être formulés juridiquement, échappent, par leur nature, à la compétence d'une institution appelée à dire le droit. Mais il faut ajouter que, dans les relations internationales, surtout dans celles des nations de second ordre, on rencontre rarement des conflits d'une nature exclusivement politique.

Suffira-t-il qu'une question juridique vienne à être accessoirement soulevée pour qu'un conflit doive être soumis à l'arbitrage, quelle que soit la gravité des intérêts en jeu, ou bien, en sens contraire, doit-il suffire qu'un intérêt politique se manifeste dans une question où l'aspect juridique domine, pour que la contestation soit nécessairement soustraite à l'arbitrage? Il y a là tout au moins matière à discussion : une distinction entre les conflits qui tombent sous l'empire de l'arbitrage et ceux qui en sont exclus, si on la formulait en des termes semblables, manquerait, nous semble-t-il, de la précision nécessaire.

Pénétré d'un sincère désir d'arriver à une pratique sérieuse et efficace de l'arbitrage, le Gouvernement a jugé préférable de recourir à d'autres règles. Il n'admet l'arbitrage obligatoire que pour des catégories nettement déterminées de conflits internationaux.

En procédant de cette manière, il s'est inspiré des délibérations de la Conférence, qui, ici encore, a tracé la voie à suivre, en indiquant comment les principes qu'elle proclame devaient être réalisés.

Ayant à définir l'objet de la justice arbitrale, en des termes généraux, la Conférence devait marquer d'abord que les questions d'ordre juridique constituent le domaine propre de l'arbitrage. Mais, en le constatant, elle mentionne aussitôt, et en premier lieu, les questions d'interprétation et d'application des conventions internationales parmi celles d'ordre juridique qui se prêtent à ce mode de solution des litiges entre les États.

C'est dans le même esprit que la Conférence avait accueilli les propositions d'arbitrage obligatoire que les délégués russes avaient introduites, et élaboré elle-même en commission un projet complet. Il a été dit plus haut que des raisons d'opportunité ont seules empêché son adoption par l'assemblée plénière.

Ce projet, en réservant les conflits qui touchent à l'honneur national et aux intérêts vitaux des États en cause, établissait l'arbitrage obligatoire :

1° En cas de contestations concernant l'interprétation et l'application de douze catégories de conventions, limitativement déterminées;

2° En cas de contestations concernant des réclamations pécuniaires du chef de dommages, lorsque le principe de l'indemnité est reconnu par les parties.

Le Gouvernement a cru ne pouvoir agir mieux que de reprendre cette œuvre qui se présentait en quelque sorte sous le patronage et la haute autorité de la Conférence de la Paix.

Mais, tout en restant fidèle au principe de la spécialisation des conflits, il a cru pouvoir, sans inconvénients, élargir les bases du projet de La Haye. Déjà, à la Conférence, les délégués belges avaient reçu pour instructions de se rallier aux propositions tendant à soumettre à l'arbitrage les différends

concernant des catégories fort importantes de conventions, entre autres celles qui règlent les matières commerciales. Le Gouvernement est donc resté dans les traditions de sa politique, en étendant l'emploi de la juridiction arbitrale aux différends naissant de l'interprétation et de l'application de tous les traités conclus ou à conclure entre les parties contractantes, sauf à revenir à une énumération des diverses catégories de conventions, s'il ne pouvait obtenir de l'autre partie l'acceptation de la formule conçue d'une manière générale. C'est là une base essentiellement juridique, conforme aux vues de la Conférence de La Haye. L'ensemble des conventions conclues par les États comprend, en effet, dans un cadre nettement tracé, la législation positive, écrite, qui régit, en très grande partie, les relations internationales. Si une contestation vient à surgir à propos de ces textes qui consacrent des engagements formels, mûrement pris par l'État, si cette contestation n'a pu être aplanie par le moyen de négociations directes et par des voies amiables, il est naturel et opportun de mettre fin au différend en le soumettant à une juridiction chargée de le résoudre d'après les principes du droit strict.

Suivant encore l'exemple de la Conférence de la Paix, le Gouvernement admet également l'arbitrage obligatoire pour les réclamations pécuniaires du chef de dommages, lorsque le principe de l'indemnité a été l'objet d'une entente des parties contractantes.

Les réclamations, qui se présentent sous la forme d'une demande de réparation en argent, peuvent naître des causes les plus diverses. Il est possible que le dommage que l'une des parties prétend avoir subi, soit la conséquence de l'exercice d'un droit, parfois même d'un droit dont la reconnaissance ne puisse prêter à transaction. Admettre sans aucune restriction pour tous les différends de cette espèce, quelle que soit leur origine, le recours obligatoire à l'arbitrage, c'eût été donner à ce recours une portée sans limite précise, contraire à la règle indiquée plus haut et à laquelle on a cru devoir se tenir. Il était donc nécessaire de réserver la liberté entière du Gouvernement quant à l'entente qui doit s'établir par voie de négociations amiables et directes sur la question de principe, c'est-à-dire sur la question de savoir s'il y a, ou non, lésion d'un intérêt, abus ou méconnaissance d'un droit, qui doit donner ouverture à une réparation pécuniaire. Mais l'accord étant établi sur ce point, rien ne s'oppose à ce qu'on remette à des arbitres la mission de décider quel sera le montant de cette réparation.

Ainsi déterminé, le champ de l'arbitrage reste encore très étendu, comme l'attestent les nombreuses contestations de cette espèce qui ont été résolues par jugement arbitral au cours du dernier siècle.

On peut ajouter, et il va de soi, que si, dans un conflit de cette catégorie, le Gouvernement estimait qu'il y aurait avantage, sans compromettre aucun intérêt essentiel, à soumettre à des arbitres la question du bien fondé de la réparation, les conventions présentées aujourd'hui aux Chambres ne l'empêcheraient point de procéder de cette manière. d'accord avec la partie adverse, et sous la réserve de l'approbation du parlement si elle était requise dans l'espèce. La décision dépendrait des circonstances. Mais celles-ci ne peuvent être prévues à l'avance, et il importe, comme il vient d'être dit,

que le Gouvernement conserve à cet égard une entière liberté d'action.

L'obligation de déférer à l'arbitrage les conflits, dans les cas déterminés ci-dessus, ne peut être contractée d'une manière absolue. Deux exceptions y sont apportées par nos conventions.

La première concerne les conflits, quels qu'ils soient, où les intérêts essentiels du pays seraient en cause. Tout accord intervenu avec une puissance étrangère sous la forme d'une convention, engage dans une certaine mesure l'exercice des droits souverains de l'État. Mais il est des droits inaliénables et imprescriptibles, dont le respect est une condition essentielle de l'existence d'une nation souveraine, aussi bien en ce qui regarde les prérogatives des pouvoirs publics vis-à-vis des individus, qu'en ce qui concerne le maintien de l'indépendance vis-à-vis des puissances étrangères.

Un État ne peut renoncer à ces droits, ni consentir à ce qu'ils soient amoindris ou vinculés sans encourir une déchéance.

Les conflits où ils seraient impliqués ne peuvent être dévolus par contrat et à l'avance à la juridiction d'une cour arbitrale. Les pouvoirs publics seuls sont compétents pour les définir, les défendre et les maintenir intacts, comme aussi pour apprécier souverainement les différends qui les touchent. Remettre le mandat de résoudre ces questions à des arbitres nationaux ou étrangers, si capables ou désintéressés qu'ils soient, ce serait déplacer les responsabilités et enlever aux dépositaires de la puissance publique dans l'État leur principale mission.

Ces principes ne sont pas contestés. Comme la Conférence de la paix, tous les traités d'arbitrage récemment conclus — on citerait à peine une exception — les reconnaissent et les consacrent par des réserves formelles.

Ces réserves sont formulées parfois en des termes différents. On soustrait à l'arbitrage obligatoire les contestations qui mettent en jeu l'indépendance, la souveraineté, l'honneur national, les intérêts vitaux de l'État, en employant tous ces termes, ou quelques-uns d'entre eux. Mais, reproduits séparément ou conjointement, dans la pensée des parties contractantes, ils couvrent indistinctement et complètement les droits inaliénables de l'État, tels qu'ils viennent d'être définis. Toutefois, bien que chacune des parties contractantes doive rester maîtresse de décider si ces droits sont en jeu dans un conflit né à propos de l'interprétation ou de l'application des traités ou ayant une autre origine, il va de soi que les conventions seront appliquées avec une entière bonne foi, et que ces réserves ne seront pas invoquées pour éluder un recours à l'arbitrage qui rentrerait dans l'esprit et dans la lettre des traités. Les Chambres verront dans ces déclarations, nous n'en doutons pas, une preuve des intentions du Gouvernement, qui, en signant les conventions soumises aujourd'hui à l'approbation législative, a voulu faire non une démonstration vaine en faveur d'idées qui répondent à certains courants de l'opinion publique, mais une œuvre sérieuse, ayant une portée efficace et pratique.

La seconde exception au recours à l'arbitrage obligatoire a trait aux conventions auxquelles des tierces puissances auraient participé ou adhéré.

Cette réserve se justifie par la considération suivante :

Si deux des parties contractantes à un traité conclu entre plusieurs États défèrent à l'arbitrage une clause de ce traité, la sentence des arbitres n'a d'effets que pour elles et ne peut être opposée aux Puissances tierces, également parties contractantes au même traité. Il peut en résulter des divergences d'interprétation, créant une situation difficile. La Conférence de La Haye a entrevu ces inconvénients et elle a cherché à y remédier en insérant dans l'article 56 de la Convention une disposition ayant pour but de mettre les tierces puissances contractantes en mesure d'intervenir au procès, de sorte que l'interprétation des textes, donnée par les arbitres, devient également obligatoires pour elles, si elles ont usé de cette faculté. Mais si elles n'en ont point usé, et si elles sont demeurées étrangères à l'arbitrage, les difficultés signalées plus haut peuvent encore se produire. Le Gouvernement a pensé que pour les éviter il était préférable d'exclure de l'arbitrage obligatoire les conventions auxquelles des Puissances tierces auraient participé ou adhéré. Il a cru pouvoir le faire avec d'autant moins d'inconvénients que les traités collectifs, comme par exemple ceux qui concernent les unions relatives à des matières d'administration internationale, prévoient souvent la procédure à suivre pour régler les différends que ferait naître leur application.

Telles sont les dispositions essentielles des conventions proposées par le Gouvernement aux Puissances qui ont consenti à traiter avec lui.

Il suffira de quelques explications pour motiver les autres stipulations qui se justifient, d'ailleurs, d'elles-mêmes.

A défaut de clauses compromissaires contraires, ce qui réserve les arrangements spéciaux à prendre si les différends l'exigeaient en raison de circonstances particulières, les parties contractantes se conformeront au texte de la Convention de La Haye pour ce qui concerne la désignation des arbitres et la procédure arbitrale. Trois articles cependant modifient cette procédure en la complétant par des dispositions nouvelles ou bien empruntées à un grand nombre de conventions d'arbitrage, comme celles relatives aux conditions d'indigénat, de domicile et de désintéressement requises des arbitres qui seront choisis, ou bien réglant certains détails que la Convention de La Haye avait passés sous silence. Plusieurs commissions arbitrales réunies depuis 1899 avaient signalé l'utilité de ces additions. Elles concernent le terme fixé pour l'échange des mémoires et documents qui doit se faire dans chaque cas avant l'ouverture des séances du tribunal arbitral; la provision qu'il convient de mettre à la disposition du bureau permanent de La Haye pour couvrir les premiers frais de la procédure; enfin la nécessité de fixer, dans le compromis, le délai d'exécution de la sentence.

Le gouvernement a cru devoir proposer aux Puissances avec lesquelles il a contracté, le terme de dix ans pour la durée des conventions. A défaut de dénonciation six mois avant l'expiration de ce terme, la convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée.

Les négociations ont abouti à la signature de conventions avec la Russie, la

Suisse, le Royaume de Suède et Norvège, l'Espagne, la Grèce et le Danemark.

Elles se poursuivent avec d'autres Puissances. Si le Gouvernement espère les voir aboutir prochainement à une entente, il ne prévoit pas que les négociations puissent se terminer en temps utile pour qu'il soit possible de présenter ces conventions à la ratification des Chambres pendant la session en cours.

Nous devons donc nous borner à leur soumettre les traités déjà conclus, dont la mise en vigueur est réclamée par les parties contractantes et ne peut plus être retardée.

Il nous reste à rendre compte aux Chambres des divergences qui se rencontrent dans ces dernières conventions. Certaines modifications au texte proposé ont été demandées par les Puissances contractantes. Tout en maintenant les principes qu'il avait arrêtés, le Gouvernement a accepté ces changements afin de réaliser, dans la mesure où il était possible, des ententes qui lui paraissaient hautement désirables.

Nos premières ouvertures ont été faites à Saint-Petersbourg et l'accueil qu'elles ont rencontré auprès du Gouvernement impérial nous a permis de signer la première de nos conventions d'arbitrage avec la Puissance à qui revient l'honneur d'avoir pris l'initiative de la réunion de la Conférence de la Paix. La Russie également n'avait conclu à ce moment aucun autre traité semblable.

Le Gouvernement russe ayant manifesté le désir de ne point soumettre à l'arbitrage toutes les conventions indistinctement, l'article 3 du traité énumère limitativement celles au sujet desquelles l'entente s'est établie.

Pour le reste, le traité ne s'écarte pas de nos propositions.

Une déclaration signée le même jour que le traité et qui s'y trouve annexée, est soumise avec lui à l'approbation de la législature. Elle règle une question qui avait déjà été réservée, en principe, lors de la signature de la Convention de La Haye du 29 juillet 1899, et que soulève la situation spéciale de la Belgique au point de vue du droit public européen.

L'Exposé des motifs du projet de loi approuvant l'acte final de la Conférence de la Paix s'exprime à ce sujet dans les termes qui suivent :

« L'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie, par le traité conclu le 19 avril 1839 entre elles et la Belgique, ont placé sous leur garantie le traité signé le même jour par la Belgique et les Pays-Bas, et sont ainsi devenues parties contractantes à cette dernière convention, qui fixe les limites territoriales du pays et dispose à son article 7 que la Belgique formera un Etat indépendant et perpétuellement neutre. Par l'effet de ce traité, les cinq puissances seront saisies de tous les différends qui pourraient surgir au sujet de l'une de ses stipulations. Les conflits de cette nature ne pourraient donc être soumis à l'arbitrage sans l'intervention des mêmes Puissances, et c'est dans ce sens que le Ministre des Affaires Étrangères déclarait à la Chambre, en 1873, que la Belgique a des arbitres naturels qui sont les Puissances garantes de son indépendance.

» A la Conférence de La Haye, les plénipotentiaires belges, suivant les instructions qu'ils avaient reçues, ont réservé les relations particulières qui naissent de cette situation entre la Belgique et ses garants.

» Mais il va de soi que, dans l'exercice normal de la souveraineté qui lui est reconnue, la Belgique conserve le droit de résoudre, par les voies qu'elle juge opportun d'adopter, les différends qui ne se rattachent pas aux stipulations du traité de 1839. Elle possède une liberté entière qu'affirme la motion de 1878 et qui ne lui a jamais été contestée, de déférer tous ces litiges à l'arbitrage, et, dans l'exercice de ce droit, elle ne doit consulter que les intérêts du pays. »

Ces réserves, émises en principe lorsqu'il s'agissait d'une convention qui déterminait les conditions générales de l'arbitrage et prévoyait seulement leur application dans les ententes futures, devaient être reproduites chaque fois que la Belgique s'engagerait en matière d'arbitrage vis-à-vis de l'une des Puissances contractantes au traité du 19 avril 1839.

Le Gouvernement a pensé que la signature d'une déclaration jointe au traité d'arbitrage conclu avec la Russie et où ces réserves se trouveraient consignées, répondrait au but que l'on a eu en vue en les formulant; de son côté, le Gouvernement impérial a déféré, sans élever aucune objection, à notre demande.

Le traité conclu avec la Confédération suisse à la date du 19 novembre 1904 ne donne lieu à aucune observation particulière. Nos propositions ont été accueillies à Berne telles que nous les avons présentées. L'empressement qu'a mis le Conseil fédéral à donner son assentiment à notre projet, est une preuve, que nous sommes heureux de constater, de la communauté de vues qui existe, en matière d'arbitrage, entre deux pays dont la situation dans la Société internationale offre de nombreuses analogies.

Le traité intervenu avec la Suède et la Norvège est conforme à celui que nous avons signé avec la Suisse, sauf dans une de ses dispositions.

Le cabinet de Stockholm a insisté pour obtenir que les réserves insérées dans l'article premier ne fussent pas applicables aux conflits portant sur des réclamations pécuniaires du chef de dommages, dans les cas visés au paragraphe 2 de l'article 5.

Désirant assurer le succès de la négociation, le Gouvernement n'a pas cru devoir se refuser à cette concession. Il a considéré que nos relations avec le royaume de Suède et Norvège, Etat de second ordre comme la Belgique, ne laissent guère prévoir, entre les deux pays, des contestations où la question du montant de l'indemnité pourrait être de telle importance qu'elle mettrait en cause des intérêts essentiels, tels que l'indépendance ou la souveraineté de l'Etat. Il faut rappeler, en outre, que cet article ne défère à l'arbitrage obligatoire que les litiges au sujet desquels les deux parties se seront, au préalable, mises d'accord sur le principe d'une réparation pécuniaire.

La Suède a demandé, en outre, la suppression de l'article de notre projet qui oblige les parties contractantes à mettre à l'avance une somme d'argent à la disposition du bureau permanent de La Haye, pour couvrir les premiers frais de la procédure.

Nous n'avons pas insisté pour maintenir cette disposition qui, si elle a été suggérée par l'expérience faite au cours des derniers arbitrages, peut disparaître sans qu'aucun des principes fondamentaux du traité en soit atteint.

L'accord s'est établi sur les mêmes bases avec le Danemark. A Copenhague, comme à Stockholm, on a désiré que les réserves de l'article premier ne reçoivent pas d'application dans les litiges portant sur des réclamations pécuniaires.

Le Gouvernement danois a proposé, en outre, une rédaction qui définit ces différends d'une manière plus précise et un peu plus large qu'ils ne l'étaient dans notre texte. Nous n'avons pas élevé d'objection à ce changement.

Il nous a été demandé aussi d'introduire dans notre projet de convention un article stipulant que l'arbitrage ne serait pas applicable aux différends qui pourraient s'élever entre un ressortissant de l'une des parties et l'autre État contractant, lorsque les tribunaux auront, d'après la législation de cet État, compétence pour juger la contestation.

Cette addition ne pouvait rencontrer une opposition de notre part. L'interprétation qu'elle donne à l'article 3 est, en effet, celle que nous lui attribuons dans tous nos traités. Ceux-ci ne concernent que les seuls différends qui s'élèveraient entre les deux Gouvernements contractants. Il n'a pu entrer dans nos intentions de proposer une clause qui aurait pour conséquence de soustraire, en pays étranger, les Belges à la juridiction des tribunaux à laquelle ils seraient régulièrement soumis en vertu des lois du pays, du chef de leur établissement ou des affaires qu'ils traitent soit avec le Gouvernement, soit avec des particuliers.

Le Gouvernement espagnol n'a pas accepté notre projet sans y introduire une modification de plus grande portée que celles qui sont indiquées ci-dessus. Il n'a pas consenti à donner au traité un effet rétroactif, qui soumettrait à l'arbitrage les litiges dont l'origine serait antérieure à sa conclusion.

Nous n'avons pas cru devoir refuser notre assentiment à cette demande. Elle se borne à limiter en fait les contestations qui pourraient être l'objet d'un recours obligatoire à l'arbitrage et ne porte aucune atteinte aux principes qui règlent l'économie de nos traités. L'article 4 de notre projet a été ainsi supprimé, mais l'article 3 est demeuré intact. Toutes les conventions conclues, aussi bien que celles à conclure, donneront lieu à l'arbitrage, mais seulement si la contestation que provoque leur interprétation ou leur application est née d'un fait postérieur à la signature du traité.

Il en est de même des réclamations visées par le paragraphe 2 de l'article 3. Celles qui seraient nées d'un fait antérieur à la conclusion du traité échapperaient à son application.

Le Gouvernement hellénique a cru devoir proposer à notre texte des changements qui rentrent dans le même ordre d'idées.

L'article 5, à son paragraphe premier, ne comprend plus, dans le traité conclu le 2 mai 1903, que les conventions déjà conclues entre les deux États. Le cabinet d'Athènes entend réserver l'avenir. Mais il estime, comme nous, que rien ne s'opposera à ce que les deux Gouvernements s'entendent pour introduire une clause d'arbitrage dans les conventions qui seront négociées entre la Belgique et la Grèce.

Comme l'Espagne, la Grèce a insisté pour la suppression de l'article 4, qui réglait, dans notre projet, l'effet rétroactif du traité.

Il résulte de ces deux changements que l'arbitrage ne sera obligatoire entre les parties contractantes que pour les différends nés postérieurement à la signature du traité et portant sur l'interprétation et l'application des conventions déjà conclues à ce moment. Une clause spéciale devra être insérée dans les traités nouveaux pour les soumettre à l'arbitrage obligatoire.

Quant aux différends relatifs à des réclamations pécuniaires, ils ne donneront lieu à un recours obligatoire à ce mode de solution que s'ils ont pris naissance après la signature de la convention.

La portée du traité ainsi limité se trouve notablement réduite. Mais la concession à laquelle tenait le Gouvernement hellénique ne présentait rien qui fût contraire aux principes que le Gouvernement du Roi a maintenus dans toutes ses négociations.

Nous lui avons donné notre assentiment ainsi qu'à la suppression de l'article 8 du projet, d'après lequel le compromis à conclure dans chaque cas d'arbitrage doit fixer la somme que les parties contractantes mettront, avant la procédure, à la disposition du bureau permanent établi à La Haye.

Pour compléter l'exposé des conventions nouvelles qui régiront désormais nos relations internationales en matière d'arbitrage, il convient de rappeler que tout récemment les Chambres ont approuvé le traité de commerce conclu le 22 juin 1904 entre la Belgique et l'Empire d'Allemagne. Ce traité contient une clause d'arbitrage obligatoire en ce qui concerne les tarifs conventionnels; les deux parties se réservent, en outre, de recourir à ce mode de solution, en vertu d'ententes spéciales, pour le règlement des difficultés qui résulteraient d'autres dispositions du traité. Telles qu'elles sont rédigées, ces clauses constituent dans nos relations commerciales avec l'Allemagne une innovation et un premier essai de l'emploi de l'arbitrage, que les Chambres ont favorablement accueilli.

Durant ces dernières années, le mouvement qui tend à résoudre les litiges entre États par la voie de l'arbitrage a pris une extension considérable. Dans ce mouvement, la Belgique doit prendre sa place. Il lui est d'autant plus facile de le faire que le Gouvernement possède en matière d'arbitrage des traditions déjà anciennes, des vues qui lui sont propres et qu'il a toujours cherché à réaliser.

Les considérations, qui viennent d'être présentées aux Chambres, exposent les sérieuses raisons qui nous ont engagé à persévérer dans la voie tracée par nos prédécesseurs. Nous avons tiré parti des circonstances, aujourd'hui favorables, pour affirmer notre attitude et aussi pour étendre notablement le cercle des litiges qui seront désormais résolus par le moyen de l'arbitrage, lorsque les autres voies amiables auront été épuisées.

Il est donc permis de dire que le succès a couronné nos efforts. Six conventions ont été déjà signées. Le Gouvernement a la confiance que les Chambres voudront bien les approuver et qu'elles tiendront à s'associer ainsi à une œuvre de progrès et de paix.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

DE FAVEREAU.



PROJET DE LOI.

Léopold II,**ROI DES BELGES,***À tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre Ministre
des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères
est chargé de présenter aux Chambres le
projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Sortiront leurs pleins et entiers effets,
les traités d'arbitrage obligatoire con-
clus :

1^o Entre la Belgique et la Russie le
30/17 octobre 1904, ainsi que la déclara-
tion qui s'y trouve annexée ;

2^o Entre la Belgique et la Confédéra-
tion helvétique le 15 novembre 1904 ;

3^o Entre la Belgique et la Suède et
Norwège le 30 novembre 1904 ainsi que
le protocole de signature qui y est joint ;

4^o Entre la Belgique et l'Espagne le
23 janvier 1905 ;

5^o Entre la Belgique et le Danemark
le 26 avril 1905 ;

6^o Entre la Belgique et la Grèce le
19 avril/2 mai 1905.

Donné à Laeken, le 11 mai 1905.

ONTWERP VAN WET.

Leopold II,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil !*

Op voorstel van Onzen Minister van
Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Za-
ken is gelast aan de Kamers een wetsont-
werp voor te leggen, waarvan de inhoud
volgt :

EENIG ARTIKEL.

Zullen hunne volle en algeheele kracht
hebben de verdragen van verplichte toe-
vlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak,
gesloten :

1^o Tusschen België en Rusland op
30/17 October 1904, almede de eraan
toegevoegde verklaring ;

2^o Tusschen België en den Zwitser-
schen Bond op 15 November 1904 ;

3^o Tusschen België en Zweden en Noor-
wegen op 30 November 1904, alsmede
het eraan toegevoegd protokol van onder-
teekening ;

4^o Tusschen België en Spanje op 23 Ja-
nuari 1905 ;

5^o Tusschen België en Denemarken op
26 April 1905 ;

6^o Tusschen België en Griekenland op
19 April/2 Mei 1905.

Gegeven te Laeken, den 11^e Mei 1905.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Etrangères,

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. DE FAVEREAU.

ANNEXE I.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES. désirant régler autant que possible par la voie pacifique les différends qui pourraient s'élever entre leurs pays, ont décidé de conclure à cet effet une convention d'arbitrage obligatoire et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Le comte Degrelle Rogier, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Cour Impériale de Russie, et

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES :

Le comte Lamsdorff, Son Secrétaire d'État, Conseiller privé actuel et Ministre des Affaires Étrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à la Cour permanente d'Arbitrage établie à La Haye par la Convention du 29 juillet 1899, les différends qui viendraient à s'élever entre Elles dans les cas énumérés à l'article 3, pour autant qu'ils ne touchent ni à l'indépendance, ni à l'honneur, ni aux intérêts vitaux, ni à l'exercice de la souveraineté des pays contractants et qu'une solution amiable n'ait pu être obtenue par des négociations diplomatiques directes, ou par toute autre voie de conciliation.

ART. 2.

Il appartient à chacune des Hautes Parties contractantes d'apprécier si le différend qui se sera produit met en cause ses intérêts vitaux, son honneur, son indépendance ou l'exercice de sa souveraineté et, par conséquent, est de nature à être compris parmi ceux qui, d'après l'article précédent, sont exceptés de l'arbitrage obligatoire.

ART. 3.

L'arbitrage sera obligatoire entre les Hautes Parties contractantes :

1^o En cas de contestations concernant l'application ou l'interprétation de

toute convention conclue ou à conclure entre les Hautes Parties contractantes et relative :

- a) Aux matières de droit privé international ;
- b) Au régime des sociétés ;
- c) Aux matières de procédure, soit civile, soit pénale, et à l'extradition ;

2° En cas de contestations concernant des réclamations pécuniaires du chef de dommages lorsque le principe de l'indemnité est reconnu par les Parties.

Seront exclus de la solution arbitrale, les différends qui naîtraient éventuellement au sujet de l'interprétation ou de l'application d'une convention conclue ou à conclure entre les Hautes Parties contractantes et à laquelle des tierces Puissances auraient participé ou adhéré.

ART. 4.

La présente Convention recevrait son application, même si les contestations qui viendraient à s'élever avaient leur origine dans des faits antérieurs à sa conclusion.

ART. 5.

Lorsqu'il y aura lieu à un arbitrage entre Elles, les Hautes Parties contractantes, à défaut de clauses compromissaires contraires, se conformeront, pour tout ce qui concerne la désignation des arbitres et la procédure arbitrale, aux dispositions établies par la Convention signée à La Haye, le 29 juillet 1899, pour le règlement pacifique des conflits internationaux, sauf en ce qui concerne les points indiqués ci-après.

ART. 6.

Aucun des arbitres ne pourra être sujet des États signataires de la présente Convention, ni être domicilié dans leurs territoires, ni être intéressé dans les questions qui seront l'objet de l'arbitrage.

ART. 7.

Le compromis prévu par l'article 31 de la Convention du 29 juillet 1899 fixera un terme endéans lequel devra avoir lieu l'échange entre les deux Parties des mémoires et documents se rapportant à l'objet du litige. Cet échange sera terminé dans tous les cas avant l'ouverture des séances du tribunal arbitral.

ART. 8.

Le compromis mentionné à l'article précédent fixera de même la somme que les Hautes Parties contractantes mettront à la disposition du bureau permanent de la Cour d'arbitrage pour couvrir les frais de l'arbitrage conformément à l'article 57 de la Convention du 29 juillet 1899.

ART. 9.

La sentence arbitrale contiendra l'indication des délais dans lesquels elle devra être exécutée.

ART. 10.

La présente Convention est conclue pour la durée de dix ans. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, six mois avant la fin de la dite période, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

ART. 11.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible et les ratifications seront échangées à Saint-Petersbourg.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Saint-Petersbourg, le 30/17 octobre 1904.

Comte DEGRELLE-ROGIER,

Comte LAMSDORFF.



ANNEXE II.
DÉCLARATION.

Au moment de procéder à la signature de la Convention d'arbitrage qui a été arrêtée entre la Belgique et la Russie, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit :

Il est entendu que la dite Convention, conformément aux déclarations antérieures du Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges, faites à la Conférence de la Paix à la Haye, ne modifie en rien, pour les Hautes Parties contractantes, les droits et les obligations résultant pour Elles du traité du 19 avril 1839, qui garantit l'indépendance et la neutralité de la Belgique et dont les stipulations ne peuvent être visées par la dite Convention d'arbitrage.

La présente déclaration aura la même valeur et durée que si elle était insérée dans la Convention précitée ; elle sera ratifiée en même temps.

Fait en double exemplaire à Saint-Petersbourg, le 30/17 octobre 1904.

C^{te} DEGRELLE-ROGIER.

C^{te} LAMSDORFF.



ANNEXE III.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE, désirant régler autant que possible, par la voie de l'arbitrage, les différends qui pourraient s'élever entre leurs pays, ont décidé de conclure, à cet effet, une Convention et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Son Excellence Monsieur le Comte de Lichtervelde, Officier de l'Ordre de Léopold, etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Confédération Suisse,

et LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE :

Monsieur Robert Comtesse, Président de la Confédération Suisse et Chef du Département politique,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à la Cour permanente d'arbitrage, établie à La Haye par la Convention du 29 juillet 1899, les différends qui viendraient à s'élever entre Elles dans les cas énumérés à l'article 3, pour autant qu'ils ne touchent ni à l'honneur, ni à l'indépendance ou à la souveraineté des pays contractants et qu'une solution amiable n'ait pu être obtenue par des négociations diplomatiques directes, ou par toute autre voie de conciliation.

ART. 2.

Il appartient à chacune des Hautes Parties contractantes d'apprécier si le différend qui se sera produit met en cause son honneur, son indépendance ou sa souveraineté et, par conséquent, est de nature à être compris parmi ceux qui, d'après l'article précédent, sont exceptés de l'arbitrage obligatoire.

ART. 3.

Sous les réserves indiquées à l'article premier, l'arbitrage sera obligatoire entre les Hautes Parties contractantes :

1° En cas de contestations concernant l'application ou l'interprétation de toutes conventions conclues ou à conclure entre Elles, à l'exception de celles auxquelles des tierces Puissances auraient participé ou adhéré.

2° En cas de contestations concernant des réclamations pécuniaires du chef de dommages, lorsque le principe de l'indemnité est reconnu par les Parties.

ART. 4.

La présente Convention recevrait son application, même si les contestations qui viendraient à s'élever avaient leur origine dans des faits antérieurs à sa conclusion.

ART. 5.

Lorsqu'il y aura lieu à un arbitrage entre Elles, les Hautes Parties contractantes, à défaut de clauses compromissaires contraires, se conformeront, pour tout ce qui concerne la désignation des arbitres et la procédure arbitrale, aux dispositions établies par la Convention signée à La Haye, le 29 juillet 1899, pour le règlement pacifique des conflits internationaux, sauf en ce qui concerne les points indiqués ci-après :

ART. 6.

Aucun des arbitres ne pourra être ressortissant des États signataires de la présente Convention, ni être domicilié dans leurs territoires, ni être intéressé dans les questions qui feront l'objet de l'arbitrage.

ART. 7.

Le compromis prévu par l'article 31 de la Convention du 29 juillet 1899 fixera un terme durant lequel devra avoir lieu l'échange entre les deux Parties des mémoires et documents se rapportant à l'objet du litige. Cet échange sera terminé dans tous les cas avant l'ouverture des séances du Tribunal arbitral.

ART. 8.

Le compromis fixera la somme que les Hautes Parties contractantes mettront immédiatement à la disposition du bureau permanent de la Cour d'arbitrage pour couvrir les frais de procédure, conformément à l'article 57 de la Convention du 29 juillet 1899.

ART. 9.

La sentence arbitrale contiendra l'indication des délais dans lesquels elle devra être exécutée.

ART. 10.

La présente Convention est conclue pour la durée de dix ans. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune

des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, six mois avant la fin de la dite période, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

ART. 11.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible et les ratifications seront échangées à Berne.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Berne, en double expédition, le 18 novembre 1904.

Le Plénipotentiaire de Belgique,

LICHTERVELDE.

Le Plénipotentiaire de Suisse,

R. COMTESSE.



ANNEXE IV.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE ET NORVÈGE, signataires de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, conclue à La Haye, le 29 juillet 1899, désirant, en application des principes énoncés aux articles 13 à 19 de la dite Convention, entrer en négociations pour la conclusion d'une Convention d'arbitrage obligatoire, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Monsieur le Baron de Favereau, Chevalier de l'Ordre de Léopold, etc.,
Sénateur, Son Ministre des Affaires Étrangères,

et SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE ET DE NORVÈGE :

Monsieur le Comte Wrangel, Commandeur de première classe de l'Ordre de l'Etoile Polaire, Commandeur de deuxième classe de l'Ordre de Wasa, etc.,
Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à la Cour permanente d'arbitrage, établie à La Haye par la Convention du 29 juillet 1899, les différends qui viendraient à se produire entre Elles dans les cas énumérés à l'article 3, pour autant qu'ils ne touchent ni à l'indépendance, ni à la souveraineté, ni aux intérêts vitaux des pays respectifs et qu'une solution amiable n'ait pu être obtenue par des négociations diplomatiques directes.

ART. 2.

Il appartient à chacune des Hautes Parties contractantes d'apprécier si le différend qui se sera produit met en cause ses intérêts vitaux, son indépendance ou sa souveraineté et, par conséquent, est de nature à être compris parmi ceux qui, d'après l'article précédent, sont exceptés de l'arbitrage obligatoire.

ART. 3.

L'arbitrage sera obligatoire entre les Hautes Parties contractantes :

1° Sous les réserves indiquées à l'article premier en cas de contestations

concernant l'application ou l'interprétation de toutes conventions conclues ou à conclure entre Elles, à l'exception de celles auxquelles des tierces Puissances auraient participé ou adhéré.

2° En cas de contestations concernant des réclamations pécuniaires du chef de dommages, lorsque le principe de l'indemnité est reconnu par les Etats signataires.

Les Hautes Parties contractantes renoncent dans ce cas à opposer les réserves mentionnées ci-dessus.

ART. 4.

La présente Convention recevrait son application, même si les contestations qui viendraient à s'élever avaient leur origine dans des faits antérieurs à sa conclusion.

ART. 5.

Lorsqu'il y aura lieu à un arbitrage entre Elles, les Hautes Parties contractantes, à défaut de clauses compromissaires contraires, se conformeront, pour tout ce qui concerne la désignation des arbitres et la procédure arbitrale, aux dispositions établies par la Convention du 29 juillet 1899, sauf en ce qui concerne les points indiqués ci-après.

ART. 6.

Aucun des arbitres ne pourra être sujet des Etats signataires, ni être domicilié dans leurs territoires, ni être intéressé dans les questions qui feront l'objet de l'arbitrage.

ART. 7.

Le compromis prévu par l'article 31 de la Convention du 29 juillet 1899, fixera un terme endéans lequel devra avoir lieu l'échange entre les deux Parties des mémoires et documents se rapportant à l'objet du litige. Cet échange sera terminé dans tous les cas avant l'ouverture des séances du Tribunal arbitral.

ART. 8.

La sentence arbitrale contiendra l'indication des délais dans lesquels elle devra être exécutée, s'il y a lieu.

ART. 9.

La présente Convention est conclue pour la durée de dix ans. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, six mois avant la fin de la dite période, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention demeu-

ra obligatoirement jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

ART. 10.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible et les ratifications seront échangées à Bruxelles.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 30 novembre 1904.

FAVEREAU.

WRANGEL.



ANNEXE V.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la Convention d'arbitrage, conclue à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés déclarent ce qui suit :

Il est entendu que la Convention n'abroge pas les dispositions de l'article 20 du traité réglant les relations de commerce et de navigation entre la Belgique et la Suède, conclu à Bruxelles le 11 juin 1895, ni les dispositions de l'article 20 du traité réglant les relations de commerce et de navigation entre la Belgique et la Norvège, conclu à Bruxelles le même jour ; il est également entendu que les stipulations de l'article 7 de la Convention ne portent aucune atteinte à ce qui a été stipulé dans la Convention de La Haye du 29 juillet 1899 concernant la seconde phase de la procédure arbitrale prévue à l'article 59, notamment aux stipulations des articles 43 à 49.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont dressé le présent Protocole de signature qui aura la même force et la même valeur que si les dispositions qu'il contient étaient insérées dans la Convention elle-même.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 30 novembre 1904.

FAVEREAU.

WRANGEL.



ANNEXE VI.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, désirant régler autant que possible par la voie de l'arbitrage les différends qui pourraient s'élever entre leurs pays, ont décidé de conclure, à cet effet, une convention et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,

Son Excellence Monsieur le baron Joostens. Officier de l'Ordre de Léopold, Commandeur de l'Ordre royal d'Isabelle la Catholique, Chevalier de l'Ordre royal et distingué de Charles III d'Espagne, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique.

et SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Son Excellence Ventura Garcia Sancho é Harrondo, marquis de Aguilar de Campoo et de Torre Blanca, Son Ministre d'État, Sénateur à vie, Chambellan de Sa Majesté le Roi en qualité de Grand d'Espagne, Grand-croix de l'Ordre royal et distingué de Charles III et d'Isabelle la Catholique, de la Légion d'Honneur, de la Couronne de Fer d'Autriche, du Christ de Portugal, Chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, etc., etc.,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à la Cour permanente d'arbitrage, établie à La Haye par la Convention du 29 juillet 1899, les différends qui viendraient à s'élever entre Elles, dans les cas énumérés à l'article 3, pour autant qu'ils ne touchent ni à l'honneur, ni à l'indépendance ou à la souveraineté des pays contractants et qu'une solution amiable n'ait pu être obtenue par des négociations diplomatiques directes, ou par toute autre voie de conciliation.

ART. 2.

Il appartient à chacune des Hautes Parties contractantes d'apprécier si le différend qui se sera produit met en cause son honneur, son indépendance ou sa souveraineté et, par conséquent, est de nature à être compris parmi ceux qui, d'après l'article précédent, sont exceptés de l'arbitrage obligatoire.

ART. 3.

Sous les réserves indiquées à l'article premier, l'arbitrage sera obligatoire entre les Hautes Parties contractantes :

1. En cas de contestations concernant l'application ou l'interprétation de toutes conventions conclues ou à conclure entre Elles, à l'exception de celles auxquelles des tierces Puissances auraient participé ou adhéré.

2. En cas de contestations concernant des réclamations pécuniaires du chef de dommages lorsque le principe de l'indemnité est reconnu par les Parties.

ART. 4.

Lorsqu'il y aura lieu à un arbitrage entre Elles, les Hautes Parties contractantes, à défaut de clauses compromissaires contraires, se conformeront, pour tout ce qui concerne la désignation des arbitres et la procédure arbitrale, aux dispositions établies par la Convention signée à La Haye, le 29 juillet 1899, pour le règlement pacifique des conflits internationaux, sauf en ce qui concerne les points indiqués ci-après.

ART. 5.

Aucun des arbitres ne pourra être ressortissant des États signataires de la présente Convention, ni être domicilié dans leurs territoires, ni être intéressé dans les questions qui feront l'objet de l'arbitrage.

ART. 6.

Le compromis prévu par l'article 31 de la Convention du 29 juillet 1899 fixera un terme durant lequel devra avoir lieu l'échange entre les deux Parties des mémoires et documents se rapportant à l'objet du litige. Cet échange sera terminé dans tous les cas avant l'ouverture des séances du Tribunal arbitral.

ART. 7.

Le compromis fixera la somme que les Hautes Parties contractantes mettront immédiatement à la disposition du bureau permanent de la Cour d'arbitrage pour couvrir les frais de procédure, conformément à l'article 57 de la Convention du 29 juillet 1899.

ART. 8.

La sentence arbitrale contiendra l'indication des délais dans lesquels elle devra être exécutée, s'il y a lieu.

ART. 9.

La présente Convention est conclue pour la durée de dix ans. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications. Dans

le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, six mois avant la fin de la dite période, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

ART. 10.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible et les ratifications seront échangées à Madrid.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Madrid, en double expédition, le vingt-trois janvier mil neuf cent et cinq.

JOOSTENS.

El Marques DE AGUILAR DE CAMPOO.



ANNEXE VII.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK, désirant régler autant que possible, par la voie de l'arbitrage, les différends qui pourraient s'élever entre leurs pays, ont décidé de conclure à cet effet une Convention et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Monsieur le Baron de Favereau, Chevalier de l'Ordre de Léopold, etc.,
Sénateur, Son Ministre des Affaires Étrangères,

et SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK :

Monsieur Johan-Wilhelm de Grevenkop-Castenkiold, son Chambellan et
Chargé d'Affaires à Bruxelles, Chevalier de l'Ordre du Danebrog,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne
et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à la Cour permanente d'Arbitrage, établie à La Haye par la Convention du 29 juillet 1899, les différends qui viendraient à s'élever entre Elles, dans les cas énumérés à l'article 3, pour autant qu'ils ne touchent ni aux intérêts vitaux, ni à l'indépendance des pays contractants et qu'une solution amiable n'ait pu être obtenue par des négociations diplomatiques directes, ou par toute autre voie de conciliation.

ART. 2.

Il appartient à chacune des Hautes Parties contractantes d'apprécier si le différend qui se sera produit met en cause ses intérêts vitaux ou son indépendance et, par conséquent, est de nature à être compris parmi ceux qui, d'après l'article précédent, sont exceptés de l'arbitrage obligatoire.

ART. 3.

L'arbitrage sera obligatoire entre les Hautes Parties contractantes :

1^o Sous les réserves indiquées à l'article premier, en cas de contestation concernant l'application ou l'interprétation de toutes conventions conclues ou à conclure entre Elles, à l'exception de celles auxquelles des tierces Puissances auraient participé ou adhéré.

2^o En cas de contestations concernant des réclamations pécuniaires, lorsque l'obligation du paiement est reconnue en principe par les Hautes Parties contractantes et que le chiffre de la somme à payer est seul en contestation. Dans ces cas, les Puissances signataires renoncent à invoquer les réserves mentionnées ci-dessus.

ART. 4.

La présente Convention recevrait son application même si les contestations qui viendraient à s'élever avaient leur origine dans des faits antérieurs à sa conclusion.

ART. 5.

Il est entendu que les articles précédents ne seront pas applicables aux différends qui pourraient s'élever entre un ressortissant de l'une des parties et l'autre État contractant, lorsque les tribunaux auront, d'après la législation de cet État, compétence pour juger la contestation.

ART. 6.

Lorsqu'il y aura lieu à un arbitrage entre Elles, les Hautes Parties contractantes, à défaut de clauses compromissaires contraires, se conformeront, pour tout ce qui concerne la désignation des arbitres et la procédure arbitrale, aux dispositions établies par la Convention signée à La Haye, le 29 juillet 1899 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, sauf en ce qui concerne les points indiqués ci-après.

ART. 7.

Aucun des arbitres ne pourra être sujet des États signataires de la présente Convention, ni être domicilié dans leurs territoires, ni être intéressé dans les questions qui feront l'objet de l'arbitrage.

ART. 8.

Le compromis prévu par l'article 51 de la Convention du 29 juillet 1899 fixera un terme endéans lequel devra avoir lieu l'échange entre les deux Parties des mémoires et documents se rapportant à l'objet du litige. Cet échange sera terminé dans tous les cas avant l'ouverture des séances du Tribunal arbitral.

ART. 9.

Le compromis fixera la somme que les Hautes Parties contractantes mettront immédiatement à la disposition du bureau permanent de la Cour d'arbitrage pour couvrir les frais de procédure conformément à l'article 57 de la Convention du 29 juillet 1899.

ART. 10.

La sentence arbitrale contiendra l'indication des délais dans lesquels elle devra être exécutée.

ART. 11.

La présente Convention est conclue pour la durée de dix ans. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, six mois avant la fin de la dite période, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

ART. 12.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible et les ratifications seront échangées à Bruxelles.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 26 avril 1903.

FAVEREAU.

J.-W. DE GREVENKOP-CASTENKIOLD.



ANNEXE VIII.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et SA MAJESTÉ LE ROI DES HEL-
LÈNES, désirant régler autant que possible par la voie de l'arbitrage les
différends qui pourraient s'élever entre leurs pays, ont décidé de conclure à
cet effet une convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,

Monsieur le Baron de Groote, Chevalier de l'Ordre de Léopold, etc., Son
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi
des Hellènes

et SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES,

Monsieur A.-G. Skousès, Commandeur de l'Ordre Royal du Sauveur, etc.,
Son Ministre des Affaires Etrangères.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne
et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à la Cour perma-
nente d'arbitrage, établie à La Haye par la Convention du 29 juillet 1899,
les différends qui viendraient à s'élever entre Elles dans les cas énumérés à
l'article 5, pour autant qu'ils ne touchent ni aux intérêts vitaux, ni à l'hon-
neur, ni à l'indépendance ou à la souveraineté des pays contractants et
qu'une solution amiable n'ait pu être obtenue par des négociations diploma-
tiques directes, ou par toute autre voie de conciliation.

ART. 2.

Il appartient à chacune des Hautes Parties contractantes d'apprécier si le
différend qui se sera produit met en cause ses intérêts vitaux, son indépen-
dance, ou sa souveraineté et, par conséquent, est de nature à être compris
parmi ceux qui, d'après l'article précédent, sont exceptés de l'arbitrage obli-
gatoire.

ART. 3.

Sous les réserves indiquées à l'article premier, l'arbitrage sera obligatoire
entre les Hautes Parties contractantes :

1° En cas de contestations concernant l'application ou l'interprétation de

toutes conventions conclues entre Elles, à l'exception de celles auxquelles des tierces puissances auraient participé ou adhéré.

2° En cas de contestations concernant des réclamations pécuniaires entre les deux Parties contractantes du chef de dommages, lorsque le principe de l'indemnité est reconnu par les Parties.

ART. 4.

L'arbitrage obligatoire, admis dans les matières visées par l'article 3, ne pourra être réclamé du chef de faits antérieurs à la présente Convention.

ART. 5.

Lorsqu'il y aura lieu à arbitrage entre Elles, les Hautes Parties contractantes, à défaut de clauses compromissaires contraires, se conformeront, pour tout ce qui concerne la désignation des arbitres et la procédure arbitrale, aux dispositions établies par la Convention signée à La Haye, le 29 juillet 1899, pour le règlement pacifique des conflits internationaux, sauf en ce qui concerne les points indiqués ci-après.

ART. 6.

Aucun des arbitres ne pourra être ressortissant des États signataires de la présente Convention, ni être domicilié dans leurs territoires, ni être intéressé dans les questions qui feront l'objet de l'arbitrage.

ART. 7.

Le compromis prévu par l'article 31 de la Convention du 29 juillet 1899 fixera un terme durant lequel devra avoir lieu l'échange, entre les deux Parties, des mémoires et documents se rapportant à l'objet du litige. Cet échange sera terminé dans tous les cas avant l'ouverture des séances du Tribunal arbitral.

ART. 8.

La sentence arbitrale contiendra l'indication des délais dans lesquels elle devra être exécutée.

ART. 9.

La présente Convention est conclue pour la durée de cinq ans. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, six mois avant la fin de la dite période, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

ART. 10.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible et les ratifications seront échangées à Athènes.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Athènes, en double expédition, le 19 avril/2 mai 1905.

P. DE GROOTE.

A. SKOUSIS.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 MEI 1905.

Ontwerp van wet tot goedkeuring van de door België met Rusland, Zweden, Zwitserland, Spanje, Denemarken en Griekenland gesloten verdragen van verplichte toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak, alsmede van de aan het Belgisch-Russisch verdrag toegevoegde verklaring en van het aan het Belgisch-Zweedsch verdrag toegevoegd protokol van onderteekening.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het is U bekend dat de opzoeking der middelen tot vreedzame beslechting der internationale geschillen, het voornaamste werk is geweest der in 1899 te 's-Gravenhage vereenigde Conferentie. Uit hare beraadslagingen is eene Overeenkomst tot stand gekomen, die handelt over de goede diensten, over de bemiddeling en vooral over scheidsgerecht.

Een zorgvuldig ingestudeerd geheel van bepalingen regelt stelselmatig wat betreft het scheidsgerecht, de inrichting van een bestendig Scheidsgerechtshof, ten slotte de na te volgen rechtspleging in de geschillen die aan dat Hof worden onderworpen.

De vraag of en in hoeverre de verdragsluitende partijen verplicht zouden zijn hunne toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak te nemen, werd eene van de eerste ter Conferentie gesteld. Het is noodig hier kortbondig te herinneren hoe zij werd opgelost; daartoe ontleenen wij best eene brok aan de Memorie van toelichting over het wetsontwerp houdende goedkeuring van de Slotakte der Vredes-Conferentie (1).

« Van den beginne af — en daarin lag overigens het welgelukken omsloten —, was men het algemeen eens om te erkennen dat de botsingen van belangen, de oneenigheden van staatkundigen aard niet eigenlijk binnen het gebied van het scheidsgerecht vallen. De toepassing van die wijze van oplossing bepaalt zich dus tot de geschillen op rechtsgebied.

(1) *Kamerbescheiden*, zittijd 1899-1900, n^o 106.

» Maar zelfs voor die vraagpunten beheerscht het beginsel der vrijheid van toevlucht het gansche werk der Conferentie. « Onder het gezag der Overeenkomst, verklaart de verslaggever, besluit iedere Staat oppermachtig of het een of ander bepaald geval aan scheidsrechterlijke uitspraak zou kunnen onderworpen worden, onder voorbehoud der verplichtingen die hij door andere verdragen mocht hebben aangeaan ».

» De Russische afgevaardigden hadden nochtans voorgesteld de toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak verplichtend te maken... Doch gewichtige bezwaren werden geopperd; men deed gelden dat de tot dusverre opgedane ondervinding onvoldoende was en dat het voorbarig invoeren van scheidsgerecht in de internationale betrekkingen meer gevaren dan voordeelen zou opleveren voor het behoud van den vrede onder de Staten.

» Eerst en vooral moest eensgezindheid worden bereikt, en daarom liet de meerderheid der gevolmachtigden zich door die beweegredenen overhalen; ook bepaalt zich de Overeenkomst tot de verklaring van beginsel, aldus in artikel 16 uitgedrukt: « Op rechtsgebied, en vooral in zaken betreffende uitlegging of toepassing van internationale overeenkomsten, wordt, door de ondergeteekende Mogendheden, het scheidsgerecht erkend als het meest afdoende en tevens het meest billijkemiddel tot beslechting van de geschillen, die langs diplomatieken weg niet zijn opgelost. »

In de Memorie van toelichting wordt verder hierop gedrukt, dat niets, in de Overeenkomst, kan worden ingeroepen om den vooruitgang te belemmeren dien de voorstanders dier hervorming van de ondervinding en de ontwikkeling der internationale betrekkingen voor de toekomst verhoppen, en de Conferentie heeft haar gevoelen daaromtrent willen bekendmaken door te verklaren, in artikel 19 der Overeenkomst, dat « de Mogendheden zich voorbehielden, hetzij vóór de bekrachtiging der Slotakte, hetzij later, nieuwe, algemeene of bijzondere overeenkomsten aan te gaan, ten einde de verplichte scheidsrechterlijke uitspraak uit te breiden tot alle gevallen, die zij mochten meenen aan zulke uitspraak te kunnen onderwerpen ». Het was dus te voorzien, dat weldra onderhandelingen zouden aangevat worden onder de Staten die mochten geneigd zijn om dergelijke overeenkomsten te sluiten.

De Regcering was besloten zich bij de in dien zin gedane pogingen ten gepasten tijde aan te sluiten en hield een waakzaam oog op die welke na de ondertekening der Overeenkomst van 's-Gravenhage werden gewaagd. De onder verscheidene Mogendheden begonnen onderhandelingen gingen echter maar langzaam vooruit, gedurende de eerste jaren.

Voordeelige staatkundige toestanden brachten nadien de sluiting mede van een verdrag van scheidsgerecht tusschen Engeland en Frankrijk, dat den 14^{en} October 1905 werd onderteevend. De groote Mogendheden betraden aldus den weg dien de Vredes-Conferentie gebaad had. Sindsdien vermenigvuldigden zich de overeenkomsten van dien aard, zoowel onder de groote Staten als onder verscheidene Staten van tweeden rang.

Reeds vóór de ondertekening van het Engelsch-Fransch verdrag, had de Regcering hare gedragslijn bepaald en sommige onderhandelingen aangevat.

Zij ziet, inderdaad, goed in welke plaats het scheidsgerecht kan bekleeden in de internationale betrekkingen, plaats welke in de Overeenkomst van 's-Gravenhage en wel bij artikel 16 wordt afgeschetst.

Daar de Regeering moest stand nemen op een terrein waar nog de eerste beproevingen worden gedaan, heeft zij niet gedacht dat zij zich moest houden bij de formule zelf van dat artikel en dienvolgens de verplichting van de toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak uitbreiden tot al de geschillen « op rechtsgebied », mits er enkel de betwistingen omtrent staatkundige belangen uit te sluiten. Zeker, zooals aangewezen stond in het verslag dat ter Conferentie werd voorgelegd, de geschillen waarin de tegenstrijdige eischen der partijen niet op gerechtelijke wijze kunnen uitgedrukt worden, vallen door hunnen aard zelfs buiten de bevoegdheid eener instelling, die geroepen is om recht te spreken. Maar hierbij dient gevoegd dat, in de internationale betrekkingen, vooral in die der natiën van tweeden rang, zelden geschillen van louter staatkundigen aard ontstaan.

Zal het voldoende zijn dat heel terloops eene rechtsvraag wordt gesteld, opdat een geschil aan scheidsrechterlijke uitspraak hoeve onderworpen, hoe gewichtig de op het spel zijnde belangen ook wezen, of wel, in omgekeerden zin, moet het voldoende zijn dat een staatkundig belang wordt ontdekt in eene zaak die vooral van gerechtelijken aard is, om noodzakelijk de betwisting aan de scheidsrechterlijke uitspraak te onttrekken? Daarin ligt allerminstens stof tot betwisting : aan een in dergelijke termen geschetst onderscheid tusschen de geschillen die onder, en de geschillen die buiten het gezag van het scheidsgerecht vallen, zou, ons dunkens, de noodige nauwgezetheid ontbreken.

Doordrongen van den welgemeenden wensch om tot ernstige en doeltreffende toepassing van het scheidsgerecht te komen, heeft de Regeering het voordeelijker geacht andere regelen te volgen. Zij neemt de verplichting der toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak maar aan, voor nauw bepaalde soorten van internationale geschillen.

Daartoe wordt zij gedreven door de beraadslagingen der Conferentie die, ook hier, den op te volgen weg heeft gebaad, door aan te wijzen hoe de door haar verkondigde beginselen moesten verwezenlijkt worden.

Dewijl de Conferentie, in algemeene termen, het onderwerp van het scheidsgerecht moest aangeven, moest zij vooreerst vaststellen dat het rechtsgebied het eigenlijke gebied van het scheidsgerecht uitmaakt. Doch, bij die vaststelling, vermeldt zij dadelijk en ook eerst en vooral de zaken betreffende de uitlegging of de toepassing van internationale overeenkomsten onder die welke, op rechtsgebied, best geschikt zijn voor die wijze van beslechting der geschillen onder Staten.

't Is in denzelfden geest dat de Conferentie was toegetreden tot de voorstellen van verplichte toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak, ingediend door de Russische afgevaardigden, en dat zij zelve in Commissie een volledig ontwerp had voorbereid. Hooger wordt gezegd hoe het niet ten geschikten tijde bleek te komen en daarom alleen werd het door de algemeene vergadering niet aangenomen.

Dat ontwerp, waarbij de geschillen worden voorbehouden die de nationale eer en de levensbelangen van de betrokken Staten treffen, legde verplichte toevlucht op tot scheidsrechterlijke uitspraak :

1° In geval van betwistingen nopens de uitlegging of de toepassing van twaalf soorten van overeenkomsten, beperkenderwijze bepaald;

2° In geval van betwistingen omtrent geldvorderingen voor geleden schade, wanneer het beginsel der vergoeding door de partijen is erkend.

De Regeering heeft gedacht niet beter te kunnen handelen dan door dat werk te hervatten, welk zich om zoo te zeggen onder de bescherming en het hooge gezag der Vredes-Conferentie voordeed.

Doch, zonder het minst het beginsel der nauwe bepaling van de geschillen te verzaken, heeft zij gedacht dat zij, zonder bezwaren, de grondslagen van het ontwerp van 's-Gravenhage mocht uitbreiden. Reeds ter Conferentie, was het aan de Belgische afgevaardigden opgelegd, de voorstellen toe te treden welke ten doel hadden de geschillen betreffende sommige soorten van hoogst belangrijke overeenkomsten, onder andere die welke de handelszaken regelen, aan scheidsrechterlijke uitspraak te onderwerpen. De Regeering blijft dus aan hare staatkundige beginselen getrouw, wanneer zij het gebruik van het scheidsgerecht uitstrekt tot de geschillen die voortvloeien uit de uitlegging en de toepassing van alle onder de contracteerende partijen gesloten of te sluiten verdragen, mits terug te komen tot eene opgave der verschillende soorten van overeenkomsten, indien zij van de andere partij de aanneming niet kon bekomen van de zoo algemeen luidende formule. Ziedaar een volstrekt gerechtelijken grondslag, strookend met de inzichten der Conferentie van 's-Gravenhage.

Al de door de Staten gesloten overeenkomsten samen vormen inderdaad, goed afgeteekend, de positieve, geschreven wetgeving die grootendeels de internationale betrekkingen beheerscht. Ontstaat eene betwisting omtrent die teksten — waarbij bepaalde, rijpelijk door den Staat genomen verbintenissen worden vastgesteld —, kon die betwisting niet vereffend worden door middel van rechtstreeksche onderhandelingen en langs minnelijken weg, zoo is het natuurlijk en gepast dat aan het geschil een einde wordt gesteld, door het aan eene rechtspraak te onderwerpen die gelast is het op te lossen volgens de beginselen van het volstreckte recht.

De Regeering neemt eveneens de verplichting van de toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak aan — en hierin volgt zij alweer het voorbeeld der Vredes-Conferentie op — voor geldvorderingen uit hoofde van geleden schade, wanneer de verdragsluitende partijen het eens geworden zijn omtrent het beginsel der vergoeding.

De klachten die geopperd worden onder den vorm van eene vraag om herstelling in geld, kunnen voortvloeien uit de meest uiteenlopende oorzaken. Er kan gebeuren dat de schade, welke de eene der partijen beweert geleden te hebben, het gevolg zij der uitoefening van een recht, soms zelfs van een recht waarvan de erkenning tot geen minnelijke schikking kan aanleiding geven. Als men nu zonder eenig voorbehoud aannam dat voor alle geschillen van zulken aard, welke ook hun oorsprong zij, de toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak verplichtend zou zijn, dan gaf men aan dat

beroep eene macht zonder bepaalde grens, wat niet strookte met den hooger gestelden regel, waarbij men meende zich te moeten houden. Het was dus noodig aan de Regeering volle vrijheid te laten wat betreft de overeenkomst waartoe vriendschappelijke en rechtstreeksche onderhandelingen moeten leiden omtrent de vraag van beginsel, wil zeggen omtrent de vraag of er ja dan neen schending van een belang, misbruik of miskenning van een recht bestaat, waarbij aanleiding tot geldelijke vergoeding wordt gegeven. Maar zoodra men het daarover eens is, belet niets dat aan scheidsrechters de taak worde opgelegd, te bepalen welk het bedrag dier vergoeding zal zijn.

Aldus bepaald blijft het veld van het scheidsgerecht nog zeer uitgestrekt, zooals bewezen wordt door de talrijke betwistingen van dien aard die in den loop van deze laatste eeuw bij scheidsrechterlijke uitspraak werden opgelost.

Men mag hieraan toevoegen, en het spreekt vanzelf, dat zoo in een geschil van zulken aard, de Regeering mocht oordeelen dat het voordeelig zou zijn, zonder eenig hoofdzakelijk belang in gevaar te brengen, de vraag of er reden tot vergelding bestaat, aan scheidsrechters te onderwerpen, de thans aan de Kamers voorgelegde verdragen haar niet zouden beletten aldus te handelen, in gemeen overleg met de tegenpartij en onder voorbehoud der goedkeuring van het Parlement, indien deze in het geval noodig mocht zijn. De beslissing zou van de omstandigheden afhangen. Maar deze kunnen niet worden voorzien en het is noodig, zooals zooeven werd gezegd, dat de Regeering daaromtrent hare volle vrijheid van handeling behoude.

De verplichting om, in de hooger bepaalde gevallen, de geschillen aan scheidsrechterlijke uitspraak te onderwerpen, kan niet op eene volstrekte wijze worden aangegaan. Twee uitzonderingen worden er door onze verdragen aan toegebracht.

De eerste betreft de geschillen, om het even welke, waarbij 's lands hoofdzakelijke belangen mochten betrokken zijn. Ieder akkoord, onder den vorm eener overeenkomst met eene vreemde Mogendheid aangegaan, beteugelt eenigermate de uitoefening der soevereine rechten van den Staat. Maar er zijn onvervreembare en onkreukbare rechten, waarvan de eerbiediging eene hoofdzakelijke voorwaarde is voor het bestaan eener soevereine natie, zoowel wat aangaat de voorrechten der openbare machten tegenover de personen, als wat betreft het behoud der onafhankelijkheid tegenover de vreemde Mogendheden.

Zonder te vervallen, kan een Staat die rechten niet verzaken, noch toestaan dat zij geknot of geketend worden.

Geschillen waarin zij betrokken zijn, kunnen niet bij verbintenis en op voorhand aan de uitspraak van een scheidsgerechtshof worden voorbehouden. Alleen de openbare machten zijn bevoegd om ze te bepalen, te verdedigen, ongeschonden te behouden, alsook om oppermachtig de geschillen te beoordeelen waarin zij gewikkeld zijn. Moest de oplossing dier vraagpunten opgedragen worden aan scheidsrechters, landgenooten of vreemdelingen, hoe bekwaam en onbaatzuchtig ook, dan werd daarbij de verantwoorde-

lijkheid verplaatst en werd den bewaarders der openbare macht in den Staat hunne voornaamste zending ontnomen.

Die beginselen worden niet betwist. Zooals door de Vredes-Conferentie zelve, worden zij door al de onlangs gesloten verdragen van scheidsrecht — men zou nauwelijks éene uitzondering kunnen aantoonen — met de stelligste voorbehoudingen erkend en gebuldigd.

De voorbehoudingen staan soms met verschillende termen uitgedrukt. Aan de verplichte toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak worden de betwistingen onttrokken die de onafhankelijkheid, de souvereiniteit, de nationale eer, de levensbelangen van den Staat treffen, en daarbij worden al die termen of enkele van hen gebruikt. Doch, afzonderlijk of samen genomen, in de gedachte der verdragsluitende partijen, bedoelen zij al de onvervreembare rechten van den Staat, zonder onderscheid, zooals zij zooeven werden bepaald. Ofschoon echter de verdragsluitende partijen meester blijven om te besluiten of die rechten betrokken zijn in een geschil, ontstaan bij de uitlegging of de toepassing der verdragen of wel uit eene andere oorzaak gesproken, het spreekt vanzelf dat de verdragen volstrekt te goeder trouw zullen toegepast worden, en dat die voorbehoudingen niet zullen ingeroepen worden om een beroep op scheidsrechterlijke uitspraak te ontwijken wanneer, naar den geest en de letter der verdragen, zulk beroep zich opdringt.

De Kamers zullen in die verklaringen, wij twijfelen er niet aan, een bewijs vinden der bedoelingen van de Regeering die, door de verdragen te onderteekenen welke thans aan de Wetgevende Macht ter goedkeuring worden voorgelegd, niet een noodeloos vertoog ten voordeele van gedachten die beantwoorden aan sommige stroomingen der openbare meening, maar wel een ernstig werk, met een heilzaam en practisch doel, heeft betracht.

De tweede uitzondering op de verplichting der toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak heeft betrekking op de verdragen waaraan derde Mogendheden mochten deelgenomen hebben of waartoe derde Mogendheden mochten toetreden zijn.

Die voorbehouding steunt op de volgende overweging.

Indien twee der partijen, die een onder verscheidene Staten gesloten verdrag medeonderteekend hebben, eene bepaling van dat verdrag aan scheidsrechterlijke uitspraak onderwerpen, heeft de uitspraak der scheidsrechters enkel kracht voor hen en kan zij tegen derde Mogendheden, die dat zelfde verdrag medeonderteekend hebben, niet opgeworpen worden. Daaruit zouden verschillende uitleggingen kunnen voortspruiten, die een moeilijken toestand zouden teweegbrengen.

De Conferentie van 's-Gravenhage heeft die moeilijkheden ingezien en getracht haar te ontwijken door in artikel 56 van de Overeenkomst eene bepaling te lasschen die ten doel heeft de derde verdragsluitende Mogendheden in de gelegenheid te stellen om in het geding te treden, zoodat de door de scheidsrechters gegeven verklaring der teksten ook voor haar verbindend wordt, indien zij van die vrijheid gebruik hebben gemaakt. Maar als zij er geen gebruik van hebben gemaakt en als zij aan de scheidsrechter-

lijke uitspraak vreemd zijn gebleven, kunnen de hooger aangewezen moeilijkheden zich nog voordoen. De Regeering was van gevoelen dat, om haar te vermijden, het verkieslijk was de overeenkomsten, waaraan derde Mogendheden mochten deelgenomen hebben of waartoe derde Mogendheden mochten toegetreden zijn, buiten het verplicht scheidsgerecht te sluiten. Zij heeft gemeend het met des te minder moeilijkheden te mogen doen, daar de door meer dan twee Mogendheden onderteekende verdragen, zooals bij voorbeeld die betreffende de verbonden omtrent zaken van internationaal beheer, dikwijls de rechtspleging voorzien die hoeft gevolgd tot regeling der geschillen, die uit hare toepassing mochten ontstaan.

Dit zijn de bijzonderste bepalingen der verdragen welke door de Regeering werden voorgesteld aan de Mogendheden die erin toestonden met haar in onderhandelingen te treden.

Eenige uitleggingen zullen voldoende zijn om aan te toonen waarom de andere beschikkingen erin gebracht werden; zij verrechtvaardigen zich overigens vanzelf.

Bij gebrek aan andersluidende bepalingen tot minnelijke overeenkomsten — wat voorbehoudt dat bijzondere overeenkomsten kunnen gesloten worden, mochten de geschillen het vergen uit hoofde van bijzondere omstandigheden —, zullen de verdragsluitende partijen handelen naar den tekst der Overeenkomst van 's-Gravenhage, wat de benoeming der scheidsrechters en de scheidsrechterlijke rechtspleging aangaat. Drie artikelen wijzigen echter die rechtspleging en vullen haar aan met bepalingen die of wel nieuw zijn, of wel ontleend zijn aan een groot aantal overeenkomsten van scheidsgerecht, zooals de bepaling betreffende de voorwaarden van inboorlingschap, van verblijf en van belangeloosheid, waaraan de scheidsrechters die zullen gekozen worden, moeten voldoen, of wel sommige punten van minder belang regelen, welke de Overeenkomst van 's-Gravenhage onbehandeld had gelaten. Verscheidene sedert 1899 vereenigde commissies van scheidsgerecht hadden het nut dier toevoegingen doen uitschijnen. Zij hebben betrekking op den termijn die bepaald is voor de overgave van de memories en bescheiden, welke overgave in alle geval vóór de opening der zittingen van de scheidsrechtbank moet gedaan zijn; op het voorschot dat ter beschikking van het bestendig bureel te 's-Gravenhage hoeft gesteld, om de eerste kosten der rechtspleging te dekken; ten slotte op de noodzakelijkheid om, in de bijzondere overeenkomst (het compromis), den termijn te bepalen binnen welchen de uitspraak zal moeten worden ten uitvoer gelegd.

De Regeering heeft gemeend aan de Mogendheden, waarmede zij een verdrag gesloten heeft, den termijn van tien jaren te moeten voorstellen voor den duur der overeenkomsten. Bij gebrek aan opzegging zes maanden vóór het verloop van dien termijn, zal het verdrag verbindend blijven tot na verloop van één jaar, te rekenen van den dag waarop de eene of andere der verdragsluitende partijen het zal hebben opgezegd.

De onderhandelingen hebben geleid tot de onderteekening van verdragen met Rusland, Zwitserland, het Koninkrijk Zweden en Noorwegen, Spanje, Griekenland en Denemarken.

Met andere Mogendheden worden zij voortgezet. Wel hoopt de Regeering dat zij eerlang tot eene overeenkomst zullen leiden, maar zij voorziet niet dat de onderhandelingen intijds zullen afgeloopen zijn, om de verdragen ter goedkeuring van de Kamers te kunnen voorleggen gedurende den loopenden zittijd.

Wij moeten ons dus erbij bepalen, haar de reeds gesloten verdragen te onderwerpen, waarvan de inwerkingstelling door de verdragsluitende partijen wordt gevorderd en niet meer kan worden uitgesteld.

Er blijft ons nu nog rekenschap te geven aan de Kamers van de verschillen die in laatstgenoemde verdragen worden aangetroffen. Sommige wijzigingen aan den voorgestelden tekst werden door de verdragsluitende partijen gevraagd. Alhoewel de Regeering de beginselen handhaafde welke zij gesteld had, werden die veranderingen aangenomen ten einde tot de sluiting te geraken, binnen de grenzen van het mogelijke, van overeenkomsten die haar hoogst wenschelijk toeschenen.

Onze eerste voorstellen werden gedaan te Petersburg en het onthaal welk hun te beurt viel bij de Keizerlijke Regeering liet ons toe de eerste onzer verdragen van scheidsgerecht te sluiten met de Mogendheid aan dewelke de eer toekomt, het initiatief der vereeniging van de Vredes-Conferentie genomen te hebben. Ook Rusland had toen geen enkel dergelijk verdrag gesloten.

De Russische Regeering heeft den wensch uitgedrukt niet alle om het even welke overeenkomsten aan scheidsrechterlijke uitspraak te onderwerpen; daarom worden in artikel 3 van het verdrag diegene beperkenderwijze opgegeven, waaromtrent werd overeengekomen.

Voor het overige wijkt het verdrag van onze voorstellen niet af.

Eene denzelfden dag als het verdrag onderteekende en eraan toegevoegde verklaring wordt, samen met het verdrag, aan de goedkeuring der wetgeving onderworpen. Zij regelt eene kwestie die reeds bij de onderteekening der Overeenkomst van 's-Gravenhage van 29 Juli 1899 werd voorbehouden en waartoe België's bijzondere toestand, met het oog op het Europeesch openbaar recht, aanleiding geeft.

In de Memorie van toelichting over het ontwerp van wet tot goedkeuring van de Slotakte der Vredes-Conferentie, wordt zij aldus behandeld :

« Oostenrijk, Frankrijk, Groot-Brittannië, Pruisen en Rusland, door het op 19 April 1839 tusschen die landen en België gesloten verdrag, hebben het dien zelfden dag tusschen België en Nederland onderteekend verdrag onder hunne hoede genomen en zij zijn alzoo verdragsluitende partijen geworden voor laatstgenoemde overeenkomst, waarbij de grenzen van 's lands grondgebied worden bepaald en, in artikel 7, wordt vastgesteld dat België een onafhankelijken en voortdurend onzijdigen Staat zal uitmaken. Uit hoofde van dat Verdrag zullen die vijf Mogendheden bekend gemaakt worden met al de geschillen die nopens eene der bepalingen ervan mochten ontstaan. Geschillen van dien aard zouden dus zonder de tusschenkomst dier zelfde Mogendheden aan geen scheidsrechterlijke uitspraak mogen

onderworpen worden en het is in dien zin dat, in 1875, de Minister van Buitenlandsche Zaken ter Kamer verklaarde dat België natuurlijke scheidsrechters heeft, en wel de Mogendheden die voor zijne onafhankelijkheid instaan.

« Ter Conferentie van 's-Gravenhage hebben de Belgische gevolmachtigden, ingevolge de onderrichtingen welke zij hadden ontvangen, de bijzondere betrekkingen voorbehouden die uit dien toestand tusschen België en zijne beschermers voortvloeien.

» Doch, het spreekt vanzelf dat bij de gewone uitoefening der aan België toegekende souvereiniteit, ons land het recht behoudt om, langs zulken weg als het noodig acht te volgen, de geschillen op te lossen die niet in verband staan met de bepalingen van het verdrag van 1839. Het beschikt over eene onbepaalde, door de motie van 1875 uitgeroepen en nooit betwiste vrijheid, om al die geschillen aan scheidsrechterlijke uitspraak te onderwerpen en, bij de oefening van dat recht, heeft het enkel te letten op 's lands belangen. »

Die voorbehoudingen, in beginsel gesteld wanneer het een verdrag gold dat de algemeene voorwaarden van het scheidsgerecht bepaalde en enkel hare toepassing in latere overeenkomsten voorzag, moesten herhaald worden telkens als België zich in zake scheidsgerecht tegenover eene der contracteerende partijen van het verdrag van 19 April 1839 verbond.

De Regeering heeft gedacht dat door de onderteekening van eene verklaring, toegevoegd aan het met Rusland gesloten verdrag van scheidsgerecht en waarin die voorbehoudingen aange teekend zouden staan, het bij het stellen dier voorbehoudingen beoogde doel zou bereikt worden; de Keizerlijke Regeering heeft, zonder eenige opmerking, onze vraag ingewilligd.

Het op 19 November 1904 met den Zwitserschen Bond gesloten verdrag geeft geen aanleiding tot eenige bijzondere opmerking. Onze voorstellen werden te Bern aangenomen zooals wij ze hadden ingediend. De ijver waarmee de Bondsraad ons ontwerp toetrad, bewijst — wat wij met vreugde vaststellen — de gemeenschap der zienswijzen die, in zake scheidsgerecht, bestaat tusschen twee landen wier toestand in de internationale Samenleving talrijke gelijkenissen vertoont.

Het met Zweden en Noorwegen aangegane verdrag luidt zooals de met Zwitserland onderteekende overeenkomst, op eene enkele bepaling na.

Het Kabinet van Stockholm heeft aangedrongen om te bekomen dat de bij artikel één gestelde voorbehoudingen niet toepasselijk zouden zijn op geschillen omtrent geldvorderingen voor geleden schade, in de bij de 2^e paragraaf van artikel 5 bepaalde gevallen.

Daar de Regeering wenschte dat de onderhandeling mocht lukken, heeft zij het niet noodig geacht die toegeving te weigeren. Zij heeft ingezien dat de betrekkingen met het Koninkrijk Zweden en Noorwegen, Staat van tweeden rang zooals België, tusschen beide Staten geen betwistingen laat voorzien waarbij de vraag omtrent het bedrag der vergoeding van zoo hoog

gewicht zou zijn, dat zij de hoofdzakelijke belangen, zooals de onafhankelijkheid of de souvereiniteit van den Staat, op het spel zou brengen. Bovendien hoeft herinnerd dat, krachtens dat artikel, enkel die geschillen aan scheidsrechterlijke uitspraak moeten onderworpen worden, waaromtrent beide partijen het eerst en vooral eens geworden zijn, wat betreft het beginsel eener geldelijke vergoeding.

Zweden heeft bovendien de weglating gevraagd van het artikel van ons ontwerp waarbij aan de verdragsluitende partijen de verplichting wordt opgelegd, op voorhand eene som gelds ter beschikking van het bestendig bureel van 's-Gravenhage te stellen, om de eerste kosten der rechtspleging te dekken.

Wij hebben niet aangedrongen om die bepaling te behouden, welke door de in den loop der laatste scheidsgerechtszaken opgedane ondervinding werd ingegeven, maar verdwijnen kan zonder eenigen hinder voor de voornaamste beginselen van het verdrag.

De overeenkomst werd op dezelfde grondslagen met Denemarken gesloten. Evenals te Stokholm, werd te Kopenhagen de wensch uitgedrukt, dat de voorbehoudingen van artikel één niet van toepassing wezen op de geschillen omtrent geldvorderingen.

De Deensche Regeering heeft bovendien een opstel voorgesteld waarbij die geschillen duidelijker en in ietwat breederen zin zijn omschreven dan in onzen tekst het geval was. Tegen die verandering hadden wij geen bezwaar.

Ons werd ook gevraagd in ons ontwerp van overeenkomst een artikel te lasschen, om te bepalen dat scheidsrechterlijke uitspraak niet toepasselijk zou zijn op geschillen die mochten ontstaan tusschen een onderdaan van een der partijen en den anderen verdragsluitenden Staat, wanneer, volgens de wetgeving van dien Staat, de rechtbanken bevoegd zijn om over de betwisting uitspraak te doen.

Tegen die bijvoeging hadden wij niets in te brengen. De uitlegging die ze van artikel 3 verstrekt, is inderdaad die welke wij er in al onze verdragen aan geven. Bij deze verdragen worden enkel de geschillen bedoeld, die tusschen de verdragsluitende Regeeringen mochten ontstaan. Wij konden er geen oogenblik aan denken eene bepaling voor te stellen waarbij, in een vreemd land, de Belgen zouden onttrokken worden aan de rechtspraak der rechtbanken waaraan zij regelmatig zouden onderworpen zijn krachtens de wetten van het land, uit hoofde hunner instelling of der zaken welke zij behandelen hetzij met de Regeering, hetzij met bijzondere personen.

De Spaansche Regeering heeft ons ontwerp niet aangenomen zonder er eene wijziging van grooter belang dan de hooger opgegevene aan toe te brengen. Het heeft er niet in toegestemd aan het verdrag eene terugwerkende kracht te geven, waarbij de geschillen, die mochten ontstaan zijn vóór zijne sluiting, aan scheidsrechterlijke uitspraak zouden worden onderworpen.

Wij hebben niet gemeend aan die vraag onze toestemming te mogen

weigeren. Zij bepaalt zich tot feitelijke beperking der betwistingen waaromtrent toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak zou mogen genomen worden en komt in geenermate te kort aan de beginselen waarop onze verdragen gegrond zijn. Artikel 4 van ons ontwerp verviel aldus, maar artikel 3 is onveranderd gebleven. Al de gesloten zoowel als de te sluiten overeenkomsten zullen, waar noodig, aan scheidsrechterlijke uitspraak onderworpen worden, doch enkel indien de betwisting, die bij de uitlegging of de toepassing ervan wordt teweeggebracht, gesproken is uit een feit, voorgevallen na de onderteekening van het verdrag.

Hetzelfde geldt wat betreft de bij de 2^e paragraaf van artikel 3 bedoelde vorderingen. Die welke het gevolg mochten zijn van een vóór de sluiting van het verdrag voorgevallen feit, zouden buiten de toepassing van het verdrag vallen.

De Grieksche Regeering heeft het noodig geacht wijzigingen van gelijken aard aan onzen tekst voor te stellen.

Bij artikel 3, paragraaf 1, van het op 2 Mei 1903 gesloten verdrag, worden enkel nog de reeds tusschen beide Staten gesloten overeenkomsten bedoeld. Het Kabinet van Athene wil de toekomst voorbehouden. Maar het is, zooals wij, van gevoelen dat niets beletten zal dat beide Regeeringen zich verstaan om in de tusschen België en Griekenland te treffen overeenkomsten, eene bepaling nopens verplichte toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak te lассhen.

Evenals Spanje heeft Griekenland aangedrongen voor de afschaffing van artikel 4, waarbij in ons ontwerp de terugwerkende kracht van het verdrag werd geregeld.

Uit die twee veranderingen volgt dat toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak tusschen de verdragsluitende partijen slechts verplicht zal zijn ten opzichte van geschillen die na de onderteekening van het verdrag ontstaan zijn en betrekking hebben op de uitlegging en de toepassing der te dien tijde reeds gesloten overeenkomsten. In de nieuwe verdragen zal eene bijzondere bepaling moeten ingelascht worden, ten einde ze aan verplicht scheidsgerecht te onderwerpen.

Wat de geschillen omtrent geldvorderingen betreft, deze zullen maar aanleiding geven tot een verplicht beroep op die wijze van beslechting, wanneer zij na de onderteekening van de overeenkomst zijn ontstaan.

De kracht van het aldus beperkt verdrag is merkelyk verminderd. Doch in de toegeving waaraan de Grieksche Regeering hield, lag niets dat tegenstrijdig was met de beginselen welke 's Konings Regeering in al deze onderhandelingen handhaafde.

Wij hebben er in toegestemd, evenals in de afschaffing van artikel 8 van het ontwerp, volgens welk de in elk geval van scheidsgerecht te treffen bijzondere overeenkomst (het compromis) de som moet bepalen die, vóór de rechtspleging, door de verdragsluitende partijen ter beschikking van het te 's-Gravenhage gevestigd bestendig bureel hoeft gesteld.

Om de opsomming der nieuwe verdragen, die voortaan onze internationale betrekkingen in zake scheidsgerecht zullen regelen te voleindigen, hoeft herinnerd dat nu onlangs de Kamers het op 22 Juni 1904 tusschen België en het Keizerrijk Duitschland gesloten handelsverdrag hebben goedgekeurd. Dat verdrag bevat eene bepaling van verplichte toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak, wat betreft de overeengekomen tarieven; beide partijen behouden zich bovendien voor tot die wijze van beslechting hunne toevlucht te nemen, krachtens bijzondere overeenkomsten, voor de regeling van moeilijkheden die mochten ontstaan uit andere bepalingen van het verdrag. Zooals die bepalingen opgesteld zijn, maken zij in onze handelsbetrekkingen met Duitschland eene nieuwigheid uit en eene eerste beproeving van het gebruik van scheidsgerecht, welke de Kamers gunstig hebben onthaald.

In deze laatste jaren heeft de beweging om de geschillen tusschen Staten langs scheidsrechterlijken weg op te lossen, zich ongehoord uitgebreid. In die beweging moet België zijn deel nemen. Het kan dit des te gemakkelijker daar de Regeering, in zake scheidsgerecht, geleid wordt door overleveringen die reeds oud zijn, door zienswijzen die haar eigen zijn en welke zij steeds trachtte te verwezenlijken.

De overwegingen die hierbij aan de Kamers werden voorgelegd, maken de ernstige redenen bekend die ons aangespoord hebben om op den door onze voorgangers gebaanden weg voort te gaan. Wij hebben van de thans gunstige omstandigheden gebruik gemaakt om handelend op te treden en ook om merkelyk den kring der geschillen uit te breiden, die voortaan langs scheidsrechterlijken weg zullen opgelost worden, wanneer de andere minnelijke middelen zullen uitgeput zijn.

Wij mogen dus verklaren dat de zege onze pogingen bekroonde. Zes verdragen werden alreeds onderteekend. De Regeering vertrouwt dat de Kamers ze wel zullen willen goedkeuren en dat zij er zullen willen aan houden zich alzoo bij een werk van vooruitgang en vrede aan te sluiten.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

DE FAVEREAU.



PROJET DE LOI.

ONTWERP VAN WET.

Léopold II,**Leopold II,****ROI DES BELGES,****KONING DER BELGEN,***A tous présents et à venir, Salut.**Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !*

Sur la proposition de Notre Ministre
des Affaires Étrangères,

Op voorstel van Onzen Minister van
Buitenlandsche Zaken,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Notre Ministre des Affaires Étrangères
est chargé de présenter aux Chambres le
projet de loi dont la teneur suit :

Onze Minister van Buitenlandsche Za-
ken is gelast aan de Kamers een wetsont-
werp voor te leggen, waarvan de inhoud
volgt :

ARTICLE UNIQUE.**ERNIG ARTIKEL.**

Sortiront leurs pleins et entiers effets,
les traités d'arbitrage obligatoire con-
clus :

Zullen hunne volle en algeheele kracht
hebben de verdragen van verplichte toe-
vlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak,
gesloten :

1° Entre la Belgique et la Russie le
30/17 octobre 1904, ainsi que la déclara-
tion qui s'y trouve annexée ;

1° Tusschen België en Rusland op
30/17 October 1904, almede de eraan
toegevoegde verklaring ;

2° Entre la Belgique et la Confédération
helvétique le 15 novembre 1904 ;

2° Tusschen België en den Zwitser-
schen Bond op 15 November 1904 ;

3° Entre la Belgique et la Suède et
Norwège le 30 novembre 1904 ainsi que
le protocole de signature qui y est joint ;

3° Tusschen België en Zweden en Noor-
wegen op 30 November 1904, alsmede
het eraan toegevoegd protokol van onder-
teekening ;

4° Entre la Belgique et l'Espagne le
23 janvier 1905 ;

4° Tusschen België en Spanje op 23 Ja-
nuari 1905 ;

5° Entre la Belgique et le Danemark
le 26 avril 1905 ;

5° Tusschen België en Denemarken op
26 April 1905 ;

6° Entre la Belgique et la Grèce le
19 avril/2 mai 1905.

6° Tusschen België en Griekenland op
19 April/2 Mei 1905.

Donné à Laeken, le 11 mai 1905.

Gegeven te Laeken, den 11^e Mei 1905.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Van 's Konings wege :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. DE FAVEREAU.

BIJLAGE I.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN en ZIJNE MAJESTEIT DE KEIZER ALLER RUSSEN, wenschende de geschillen, die tusschen hunne landen mochten ontstaan, zooveel mogelijk op vreedzame wijze te slechten, hebben besloten daartoe een verdrag van verplichte toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak aan te gaan en hebben tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Graaf Degrelle-Rogier, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij het Keizerlijk Hof van Rusland, en

ZIJNE MAJESTEIT DE KEIZER ALLER RUSSEN :

Graaf Lamsdorff, Hoogstdeszelfs Staatssecretaris, werkelijken Geheimraad en Minister van Buitenlandsche Zaken ;

Die, na elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen :

ARTIKEL ÉEN.

De Hooge Verdragsluitende Partijen verbinden zich om aan het bestendig Scheidsgerechtshof, door het Verdrag van 29 Juli 1899 te 's-Gravenhage ingesteld, de geschillen te onderwerpen welke tusschen Haar mochten ontstaan in de bij artikel 3 aangegeven gevallen, voor zooveel zij noch de onafhankelijkheid, noch de eer, noch de levensbelangen, noch de uitoefening van de souvereiniteit der verdragsluitende landen treffen en het niet mogelijk was met rechtstreeksche diplomatieke onderhandelingen of elk ander verzoeningsmiddel tot eene minnelijke oplossing te komen.

ART. 2.

Het behoort aan elke der Hooge Verdragsluitende Partijen te oordeelen of bij het ontstane geschil hare levensbelangen, hare eer, hare onafhankelijkheid of de uitoefening van hare souvereiniteit betrokken zijn en of derhalve het geschil van aard is om begrepen te worden onder die welke, luidens voorgaand artikel, aan scheidsrechterlijke uitspraak niet hoeven onderworpen.

ART. 3.

Hoeven. tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen, aan scheidsrechterlijke uitspraak onderworpen :

1^o Betwistingen nopens de toepassing of de uitlegging van elk tusschen de Hooge Contracteerende Partijen gesloten of te sluiten verdrag, betreffende :

- a) Zaken van internationaal privaatrecht ;
- b) De behandeling der maatschappijen en vennootschappen ;
- c) Zaken van burgerlijke rechtsvordering of van strafvordering en de uitlevering.

2^o Betwistingen omtrent geldvorderingen voor geleden schade, wanneer het beginsel der vergoeding door de Partijen werd erkend.

Zullen aan scheidsrechterlijke uitspraak niet onderworpen worden, geschillen die mochten ontstaan omtrent de uitlegging of de toepassing van een tusschen de Hooge Contracteerende Partijen gesloten of te sluiten verdrag, waaraan derde Mogendheden deelgenomen hebben of waartoe derde Mogendheden toegetreden zijn.

ART. 4.

Dit Verdrag zou worden toegepast, zelfs indien de betwistingen die mochten ontstaan, haren oorsprong vonden in feiten van vóór zijne sluiting.

ART. 5.

Wanneer er tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen reden tot scheidsrechterlijke uitspraak zal bestaan, zullen zij, bij gebrek aan andersluidende bepalingen tot minnelijke overeenkomsten, voor al wat de benoeming der scheidsrechters en de scheidsrechterlijke rechtspleging aangaat, handelen naar het bepaalde bij het op 29 Juli 1899 te 's-Gravenhage ondertekend Verdrag voor de vreedzame beslechting van internationale geschillen, behalve wat de hierna opgegeven punten betreft.

ART. 6.

Geen der scheidsrechters mag onderdaan zijn van een der Staten die dit Verdrag ondertekend hebben, noch binnen hun grondgebied wonen, noch betrokken zijn in de kwesties waarover hoeft uitspraak gedaan.

ART. 7.

In de bij artikel 31 van het Verdrag van 29 Juli 1899 voorziene bijzondere overeenkomst (het compromis), zal een termijn bepaald worden waarin de overgave, tusschen beide Partijen, van de memories en bescheiden die tot het voorwerp van het geschil betrekking hebben, zal moeten geschieden. Die overgave zal in alle geval vóór de opening der zittingen van de Scheidsrechtbank moeten gedaan zijn.

ART. 8.

In de bijzondere overeenkomst (het compromis), waarvan sprake in voorgaand artikel, zal eveneens de som worden bepaald die door de Hooge Verdragsluitende Partijen ter beschikking van het bestendig bureel van het Scheidsgerechtshof zal worden gesteld, om de kosten van de scheidsrechterlijke uitspraak te dekken, overeenkomstig art. 57 van het Verdrag van 29 Juli 1899.

ART. 9.

De scheidsrechterlijke uitspraak zal de termijnen bepalen, binnen welke zij ten uitvoer moet worden gelegd.

ART. 10.

Dit Verdrag is voor tien jaren gesloten. Het zal in werking treden éene maand na de uitwisseling der akten van bekrachtiging. Mocht geene der Hooge Verdragsluitende Partijen, zes maanden vóór het einde van genoemden termijn, kennis geven van haar inzicht om er de uitwerking van te doen eindigen, dan zal het Verdrag verbindend blijven tot na verloop van één jaar, te rekenen van den dag waarop de eene of andere der Hooge Verdragsluitende Partijen het zal hebben opgezegd.

ART. 11.

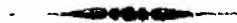
Dit Verdrag zal binnen den kortst mogelijken tijd worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen te Petersburg uitgewisseld worden.

Ten blijk van waarvan de Gevolmachtigden dit Verdrag hebben ondertekend en er het zegel van hun wapen hebben op afgedrukt.

Gedaan te Petersburg den 30ⁿ/17ⁿ October 1904.

Graaf DEGRELLE-ROGIER.

Graaf LAMSDORFF.



BIJLAGE II.

VERKLARING.

Bij het overgaan tot de onderteekening van het Verdrag van scheidsge-recht, welk tusschen België en Rusland gesloten werd, zijn de ondergetee-kende Gevolmachtigden, daartoe behoorlijk gemachtigd, omtrent het vol-gende overeengekomen :

Het is verstaan dat bedoeld Verdrag, overeenkomstig de vroegere verkla-ringen van den Gevolmachtigde van Zijne Majesteit den Koning der Belgen, gedaan ter Vredes-Conferentie te 's-Gravenhage, in geenen deele, voor de Hooge Verdragsluitende Partijen, de rechten en de verplichtingen wijzigt, die voor Haar voortvloeien uit het Verdrag van 19 April 1839, welk de onafhankelijkheid en de onzijdigheid van België vrijwaart en waarvan de bepalingen bij meergenoemd Verdrag van scheidsgerecht niet kunnen wor-den bedoeld.

Deze verklaring zal dezelfde waarde hebben en evenlang gelden als ware zij in voormeld Verdrag ingelascht; zij zal te zeldertijd bekrachtigd worden.

In tweevoud gedaan te Petersburg, den 30ⁿ/17ⁿ October 1904.

Graaf DEGRÉLLE-ROGIER.

Graaf LAMSDORFF.

BIJLAGE III.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN en DE BONDSRAAD VAN DEN ZWITSERSCHEN BOND, wenschende de geschillen, die tusschen hunne landen mochten ontstaan, zooveel mogelijk scheidsrechterlijk te slechten, hebben besloten daartoe een Verdrag aan te gaan en hebben tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Zijne Excellentie den Heer Graaf de Lichtervelde, Officier in de Leopoldsorde enz., enz., Hoogstdezelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij den Zwitserschen Bond,

en DE BONDSRAAD VAN DEN ZWITSERSCHEN BOND :

Den Heer Robert Comtesse, President van den Zwitserschen Bond en Hoofd van het Departement van Staatkunde;

Die, na elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen :

ARTIKEL ÉEN.

De Hooge Verdragsluitende Partijen verbinden zich om aan het bestendig Scheidsgerechtshof, door het Verdrag van 29 Juli 1899 te 's-Gravenhage ingesteld, de geschillen te onderwerpen welke tusschen Haar mochten ontstaan in de bij artikel 3 aangegeven gevallen, voor zooveel zij noch de eer, noch de onafhankelijkheid, noch de souvereiniteit der verdragsluitende landen treffen en het niet mogelijk was met rechtstreeksche diplomatieke onderhandelingen of elk ander verzoeningsmiddel tot eene minnelijke oplossing te komen.

ART. 2.

Het behoort aan elke der Hooge Verdragsluitende Partijen te oordeelen of bij het ontstane geschil hare eer, hare onafhankelijkheid of hare souvereiniteit betrokken zijn en of derhalve het geschil van aard is om begrepen te worden onder die welke, luidens voorgaand artikel, aan scheidsrechterlijke uitspraak niet hoeven onderworpen.

ART. 3.

Mits de bij artikel één aangegeven voorbehoudingen, hoeven, tusschen de

Hooge Verdragsluitende Partijen, aan scheidsrechterlijke uitspraak onderworpen :

1^o Betwistingen nopens de toepassing of de uitlegging van alle tusschen Haar gesloten of te sluiten verdragen, uitgenomen van verdragen waaraan derde Mogendheden mochten deelgenomen hebben of waartoe derde Mogendheden mochten toegetreten zijn.

2^o Betwistingen omtrent geldvorderingen voor geleden schade, wanneer het beginsel der vergoeding door de Partijen werd erkend.

ART. 4.

Dit Verdrag zou worden toegepast, zelfs indien de betwistingen die mochten ontstaan, haren oorsprong vonden in feiten van vóór zijne sluiting.

ART. 5.

Wanneer er tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen reden tot scheidsrechterlijke uitspraak zal bestaan, zullen zij, bij gebrek aan andersluidende bepalingen tot minnelijke overeenkomsten, voor al wat de benoeming der scheidsrechters en de scheidsrechterlijke rechtspleging aangaat, handelen naar het bepaalde bij het op 29 Juli 1899 te 's-Gravenhage onderteekend Verdrag voor de vreedzame beslechting van internationale geschillen, behalve wat de hierna opgegeven punten betreft.

ART. 6.

Geen der scheidsrechters mag onderdaan zijn van een der Staten die dit Verdrag onderteekend hebben, noch binnen hun grondgebied wonen, noch betrokken zijn in de kwesties waarover hoeft uitspraak gedaan.

ART. 7.

In de bij artikel 54 van het Verdrag van 29 Juli 1899 voorziene bijzondere overeenkomst (het compromis), zal een termijn bepaald worden waarin de overgave, tusschen beide Partijen, van de memories en bescheiden die tot het voorwerp van het geschil betrekking hebben, zal moeten geschieden. Die overgave zal in alle geval vóór de opening der zittingen van de Scheidsrechtbank moeten gedaan zijn.

ART. 8.

In de bijzondere overeenkomst (het compromis) zal de som worden bepaald die dadelijk ter beschikking van het bestendig bureel van het Scheidsgerechtshof zal worden gesteld, om de kosten van rechtspleging te dekken, overeenkomstig artikel 57 van het Verdrag van 29 Juli 1899.

ART. 9.

De scheidsrechterlijke uitspraak zal de termijnen bepalen, binnen welke zij ten uitvoer moet worden gelegd.

ART. 10.

Dit Verdrag is voor tien jaren gesloten. Het zal in werking treden éene maand na de uitwisseling der akten van bekrachtiging. Mocht geene der Hooge Verdragsluitende Partijen. zes maanden vóór het einde van genoemden termijn, kennis geven van haar inzicht om er de uitwerking van te doen eindigen, dan zal het Verdrag verbindend blijven tot na verloop van één jaar, te rekenen van den dag waarop de eene of andere der Hooge Verdragsluitende Partijen het zal hebben opgezegd.

ART. 11.

Dit Verdrag zal binnen den kortst mogelijken tijd worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen te Bern uitgewisseld worden.

Ten blijke waarvan de Gevolmachtigden dit Verdrag hebben ondertekend en er hun zegel hebben op afgedrukt.

In tweevoud gedaan te Bern, den 15ⁿ November 1904.

De Gevolmachtigde van België,

LICHTERVELDE.

De Gevolmachtigde van Zwitserland,

R. COMTESSE.

— 1904 —

BIJLAGE IV.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN en ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ZWEDEN EN NOORWEGEN, onderteekenaars van het op 29 Juli 1899 te 's-Gravenhage gesloten Verdrag voor de vreedzame beslechting van internationale geschillen, wenshende, bij toepassing der in artikelen 15 tot 19 van meergenoemd Verdrag uitgedrukte beginselen, in onderhandelingen te treden om een Verdrag van verplichte toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak aan te gaan, hebben tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Den Heer Baron de Favereau, Ridder in de Leopoldsorde enz., Senator, Hoogstdezelfs Minister van Buitenlandsche Zaken, en

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ZWEDEN EN NOORWEGEN :

Den Heer Graaf Wrangel, Commandeur der eerste klasse in de Orde van de Poolster, Commandeur der tweede klasse in de Orde van Wasa enz., Hoogstdezelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Belgen ;

Die, na elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen :

ARTIKEL ÉÉN.

De Hooge Verdragsluitende Partijen verbinden zich om aan het bestendig Scheidsgerechtshof, door het Verdrag van 29 Juli 1899 te 's-Gravenhage ingesteld, de geschillen te onderwerpen welke tusschen Haar mochten ontstaan in de bij artikel 5 aangegeven gevallen, voor zooveel zij noch de onafhankelijkheid, noch de souvereiniteit, noch de levensbelangen der wederzijdsche landen treffen en het niet mogelijk was met rechtstreeksche diplomatieke onderhandelingen tot eene minnelijke oplossing te komen.

Art. 2.

Het behoort aan elke der Hooge Verdragsluitende Partijen te oordeelen of bij het ontstane geschil hare levensbelangen, hare onafhankelijkheid of hare souvereiniteit betrokken zijn en of derhalve het geschil van aard is om begrepen te worden onder die welke, luidens voorgaand artikel, aan scheidsrechterlijke uitspraak niet hoeven onderworpen.

ART. 3.

Hoeven, tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen, aan scheidsrechterlijke uitspraak onderworpen :

1^o Mits de bij artikel een aangegeven voorbehoudingen, betwistingen nopens de toepassing of de uitlegging van alle tusschen Haar gesloten of te sluiten verdragen, uitgenomen van verdragen waaraan derde Mogendheden mochten deelgenomen hebben, of waartoe derde Mogendheden mochten toegetreden zijn.

2^o Betwistingen omtrent geldvorderingen voor geleden schade, wanneer het beginsel der vergoeding door de ondergeteekende Staten werd erkend.

In dat geval zien de Hooge Verdragsluitende Partijen ervan af, de hooger aangegeven voorbehoudingen te stellen.

ART. 4.

Dit Verdrag zou worden toegepast, zelfs indien de betwistingen die mochten ontstaan, haren oorsprong vonden in feiten van vóór zijne sluiting.

ART. 5.

Wanneer er tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen reden tot scheidsrechterlijke uitspraak zal bestaan, zullen zij, bij gebrek aan andersluidende bepalingen tot minnelijke overeenkomsten, voor al wat de benoeming der scheidsrechters en de scheidsrechterlijke rechtspleging aangaat, handelen naar het bepaalde bij het Verdrag van 29 Juli 1899 voor de vreedzame beslechting van internationale geschillen, behalve wat de hierna opgegeven punten betreft.

ART. 6.

Geen der scheidsrechters mag onderdaan zijn van een der Staten die onderteeekend hebben, noch binnen hun grondgebied wonen, noch betrokken zijn in de kwesties waarover hoeft uitspraak gedaan.

ART. 7.

In de bij artikel 31 van het Verdrag van 29 Juli 1899 voorziene bijzondere overeenkomst (het compromis), zal een termijn bepaald worden, waarin de overgave, tusschen beide Partijen, van de memories en bescheiden die tot het voorwerp van het geschil betrekking hebben, zal moeten geschieden. Die overgave zal in alle geval vóór de opening der zittingen van de Scheidsrechtbank moeten gedaan zijn.

ART. 8.

De scheidsrechterlijke uitspraak zal de termijnen bepalen, binnen welke zij, waar zulks het geval is, ten uitvoer moet worden gelegd.

ART. 9.

Dit Verdrag is voor tien jaren gesloten. Het zal in werking treden éene maand na de uitwisseling der akten van bekrachtiging. Mocht geene der Hooge Verdragsluitende Partijen, zes maanden vóór het einde van genoemden termijn, kennis geven van haar inzicht om er de uitwerking van te doen eindigen, dan zal het Verdrag verbindend blijven tot na verloop van één jaar, te rekenen van den dag waarop de eene of andere der Hooge Verdragsluitende Partijen het zal hebben opgezegd.

ART. 10.

Dit Verdrag zal binnen den kortst mogelijken tijd worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen te Brussel uitgewisseld worden.

Ten blyke waarvan de Gevolmachtigden dit Verdrag hebben ondertekend en er hun zegel hebben op afgedrukt.

In tweevoud gedaan te Brussel, den 30^e November 1904.

FAVEREAU.

WRANGEL.



BIJLAGE V.

PROTOKOL VAN ONDERTEEEKENING.

Bij het overgaan tot de ondertekening van het Verdrag van Scheidsrecht, op den dag van heden gesloten, verklaren de ondergeteekende Gevolmachtigden wat volgt :

Het is verstaan dat het Verdrag de bepalingen niet opheft van artikel 20 van het Verdrag tot regeling der handels- en scheepvaartbetrekkingen tusschen België en Zweden, op 11 Juni 1895 te Brussel gesloten, noch de bepalingen van artikel 20 van het Verdrag tot regeling der handels- en scheepvaartbetrekkingen tusschen België en Noorwegen, denzelfden dag te Brussel gesloten; het is eveneens verstaan dat de beschikkingen van artikel 7 van het Verdrag in geenen deele eenige wijziging toebrengen aan wat bepaald is bij de Vredes-Conferentie van 's-Gravenhage van 29 Juli 1899, betreffende het tweede deel der in artikel 39 voorziene scheidsrechterlijke rechtspleging, inzonderheid aan de beschikkingen van artikelen 43 tot 49.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche Gevolmachtigden dit Protokol van ondertekening hebben opgemaakt, welk dezelfde kracht en dezelfde waarde zal hebben, als waren de bepalingen die het bevat in het Verdrag zelf ingelascht.

In tweevoud gedaan te Brussel, den 30ⁿ November 1904.

FAUREAU.

WRANGEL.

BIJLAGE VI.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN en ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN SPANJE, wenshende de geschillen, die tusschen hunne landen mochten ontstaan, zooveel mogelijk scheidsrechterlijk te slechten, hebben besloten daartoe een Verdrag aan te gaan en hebben tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Zijne Excellentie den Heer Baron Joostens, Officier in de Leopoldsorde, Commandeur in de Koninklijke Orde van Isabella de Katholieke, Ridder in de Koninklijke en onderscheiden Orde van Karel III van Spanje, Hoogst-deszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij zijne Katholieke Majesteit, en

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN SPANJE :

Zijne Excellentie Ventura Garcia Sancho é Harrondo, markies de Aguilar de Campoo en de Torre Blanca, Hoogst-deszelfs Staatsminister, Senator voor het leven, Kamerheer van Zijne Majesteit den Koning in hoedanigheid van Groote van Spanje, Groot-Kruis van de Koninklijke en onderscheiden Orde van Karel III en van Isabella de Katholieke, van het Eerelegioen, van de IJzeren Kroon van Oostenrijk, van Christus van Portugal, Ridder van Sint-Jan van Jerusalem enz., enz.;

Die, na elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen :

ARTIKEL ÉÉN.

De Hooge Verdragsluitende Partijen verbinden zich om aan het bestendig Scheidsgerechtshof, door het Verdrag van 29 Juli 1899 te 's-Gravenhage ingesteld, de geschillen te onderwerpen welke tusschen Haar mochten ontstaan in de bij artikel 3 aangegeven gevallen, voor zooveel zij noch de eer, noch de onafhankelijkheid, noch de souvereiniteit der verdragsluitende landen treffen en het niet mogelijk was met rechtstreeksche diplomatieke onderhandelingen of elk ander verzoeningsmiddel tot eene minnelijke oplossing te komen.

ART. 2.

Het behoort aan elke der Hooge Verdragsluitende Partijen te oordeelen

of bij het ontstane geschil hare eer, hare onafhankelijkheid of hare souveriniteit betrokken zijn en of derhalve het geschil van aard is om begrepen te worden onder die welke, luidens voorgaand artikel, aan scheidsrechterlijke uitspraak niet hoeven onderworpen.

ART. 3.

Mits de bij artikel één aangegeven voorbehoudingen. hoeven, tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen, aan scheidsrechterlijke uitspraak onderworpen :

1^o Betwistingen nopens de toepassing of de uitlegging van alle tusschen Haar gesloten of te sluiten verdragen, uitgenomen van verdragen waaraan derde Mogendheden mochten deelgenomen hebben of waartoe derde Mogendheden mochten toegetreden zijn.

2^o Betwistingen omtrent geldvorderingen voor geleden schade, wanneer het beginsel der vergoeding door de Partijen werd erkend.

ART. 4.

Wanneer er tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen reden tot scheidsrechterlijke uitspraak zal bestaan, zullen zij, bij gebrek aan andersluidende bepalingen tot minnelijke overeenkomsten, voor al wat de benoeming der scheidsrechters en de scheidsrechterlijke rechtspleging aangaat, handelen naar het bepaalde bij het op 29 Juli 1899 te 's-Gravenhage onderteekend Verdrag voor de vreedzame beslechting van internationale geschillen, behalve wat de hierna opgegeven punten betreft.

ART. 5.

Geen der scheidsrechters mag onderdaan zijn van een der Staten die dit Verdrag onderteekend hebben, noch binnen hun grondgebied wonen, noch betrokken zijn in de kwesties waarover hoeft uitspraak gedaan.

ART. 6.

In de bij artikel 31 van het Verdrag van 29 Juli 1899 voorziene bijzondere overeenkomst (het compromis), zal een termijn bepaald worden waarin de overgave. tusschen beide Partijen, van de memories en bescheiden die tot het voorwerp van het geschil betrekking hebben, zal moeten geschieden. Die overgave zal in alle geval vóór de opening der zittingen van de Scheidsrechtbank moeten gedaan zijn.

ART. 7.

In de bijzondere overeenkomst (het compromis) zal de som worden bepaald die dadelijk ter beschikking van het bestendig bureel van het Scheidsgerechtshof zal worden gesteld. om de kosten van rechtspleging te dekken, overeenkomstig artikel 57 van het Verdrag van 29 Juli 1899.

ART. 8.

De scheidsrechterlijke uitspraak zal de termijnen bepalen, binnen welke zij, waar zulks het geval is, ten uitvoer moet worden gelegd.

ART. 9.

Dit Verdrag is voor tien jaren gesloten. Het zal in werking treden éene maand na de uitwisseling der akten van bekrachtiging. Mocht geene der Hooge Verdragsluitende Partijen, zes maanden vóór het einde van genoemden termijn, kennis geven van haar inzicht om er de uitwerking van te doen eindigen, dan zal het Verdrag verbindend blijven tot na verloop van één jaar, te rekenen van den dag waarop de eene of andere der Hooge Verdragsluitende Partijen het zal hebben opgezegd.

ART. 10.

Dit Verdrag zal binnen den kortst mogelijken tijd worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen te Madrid uitgewisseld worden.

Ten blijk van waarvan de Gevolmachtigden dit Verdrag hebben ondertekend en er hun zegel hebben op afgedrukt.

In tweevoud gedaan te Madrid, den drie en twintigsten Januari negentienhonderd vijf.

JOOSTENS.

El Marques DE AGUILAR DE CAMPOO.

BIJLAGE VII.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN en ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN DENEMARKEN, wenschende de geschillen, die tusschen hunne landen mochten ontstaan, zooveel mogelijk scheidsrechterlijk te slechten, hebben besloten daartoe een Verdrag aan te gaan en hebben tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Den Heer Baron de Favereau, Ridder in de Leopoldsorde enz., Senator, Hoogstdeszelfs Minister van Buitenlandsche Zaken,

en ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN DENEMARKEN :

Den Heer Johan-Wilhelm von Grevenkop-Castenkiold, Hoogstdeszelfs Kamerheer en Zaakgelastigde te Brussel, Ridder in de Danebrogsorde ;

Die, na elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen :

ARTIKEL ÉEN.

De Hooge Verdragsluitende Partijen verbinden zich om aan het bestendig Scheidsgerechtshof, door het Verdrag van 29 Juli 1899 te 's-Gravenhage ingesteld, de geschillen te onderwerpen welke tusschen Haar mochten ontstaan in de bij artikel 3 aangegeven gevallen, voor zooveel zij noch de levensbelangen, noch de onafhankelijkheid der verdragsluitende landen treffen en het niet mogelijk was met rechtstreeksche diplomatieke onderhandelingen of elk ander verzoeningsmiddel tot eene minnelijke oplossing te komen.

ART. 2.

Het behoort aan elke der Hooge Verdragsluitende Partijen te oordeelen of bij het ontstane geschil hare levensbelangen of hare onafhankelijkheid betrokken zijn en of derhalve het geschil van aard is om begrepen te worden onder die welke, luidens voorgaand artikel, aan scheidsrechterlijke uitspraak niet hoeven onderworpen.

ART. 3.

Hoeven, tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen, aan scheidsrechterlijke uitspraak onderworpen :

1^o Mits de bij artikel één aangegeven voorbehoudingen, betwistingen

nopens de toepassing of de uitlegging van alle tusschen Haar gesloten of te sluiten verdragen, uitgenomen van verdragen waaraan derde Mogendheden mochten deelgenomen hebben of waartoe derde Mogendheden mochten toegetreden zijn.

2^o Betwistingen omtrent geldvorderingen, wanneer de verplichting tot betaling als beginsel door de Hooge Verdragsluitende Partijen werd erkend en er enkel over het bedrag der uit te betalen som geschil bestaat. In dat geval, zien de Mogendheden die onderteekend hebben er van af, de hooger vermelde voorbehoudingen te stellen.

ART. 4.

Dit Verdrag zou worden toegepast, zelfs indien de betwistingen die mochten ontstaan, haren oorsprong vonden in feiten van vóór zijne sluiting.

ART. 5.

Het zij verstaan dat voorgaande artikelen niet toepasselijk zullen zijn op geschillen die mochten ontstaan tusschen een onderdaan van eene der Partijen en den anderen verdragsluitenden Staat, indien, volgens de wetgeving van dien Staat, de rechtbanken bevoegd zijn om over de betwisting uitspraak te doen.

ART. 6.

Wanneer er tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen reden tot scheidsrechterlijke uitspraak zal bestaan, zullen zij, bij gebrek aan andersluidende bepalingen tot minnelijke overeenkomsten, voor al wat de benoeming der scheidsrechters en de scheidsrechterlijke rechtspleging aangaat, handelen naar het bepaalde bij het op 29 Juli 1899 te 's-Gravenhage onderteekend Verdrag voor de vreedzame beslechting van internationale geschillen, behalve wat de hierna opgegeven punten betreft.

ART. 7.

Geen der scheidsrechters mag onderdaan zijn van een der Staten die dit Verdrag onderteekend hebben, noch binnen hun grondgebied wonen, noch betrokken zijn in de kwesties waarover hoeft uitspraak gedaan.

ART. 8.

In de bij artikel 34 van het Verdrag van 29 Juli 1899 voorziene bijzondere overeenkomst (het compromis) zal een termijn bepaald worden, waarin de overgave, tusschen beide Partijen, van de memories en bescheiden die tot het voorwerp van het geschil betrekking hebben, zal moeten geschieden. Die overgave zal in alle geval vóór de opening der zittingen van de Scheidsrechtbank moeten gedaan zijn.

ART. 9.

In de bijzondere overeenkomst (het compromis) zal de som worden bepaald die dadelijk ter beschikking van het bestendig bureel van het Scheidsgerechtshof zal worden gesteld, om de kosten van rechtspleging te dekken, overeenkomstig art. 57 van het Verdrag van 29 Juli 1899.

ART. 10.

De scheidsrechterlijke uitspraak zal de termijnen bepalen, binnen welke zij ten uitvoer moet worden gelegd.

ART. 11.

Dit Verdrag is voor tien jaren gesloten. Het zal in werking treden éene maand na de uitwisseling der akten van bekrachtiging. Mocht geene der Hooge Verdragsluitende Partijen, zes maanden vóór het einde van genoemden termijn, kennis geven van haar inzicht om er de uitwerking van te doen eindigen, dan zal het Verdrag verbindend blijven tot na verloop van één jaar, te rekenen van den dag waarop de eene of andere der Hooge Verdragsluitende Partijen het zal hebben opgezegd.

ART. 12.

Dit Verdrag zal binnen den kortst mogelijken tijd worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen te Brussel uitgewisseld worden.

Ten blijke waarvan de Gevolmachtigden dit Verdrag hebben ondertekend en er hun zegel hebben op afgedrukt.

In tweevoud gedaan te Brussel, den 26^a April 1905.

FAVEREAU.

J.-W. VON GREVENKOP-CASTENKIOLD.

BIJLAGE VIII.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN en ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER HELLENEN. wenschende de geschillen, die tusschen hunne landen mochten ontstaan, zooveel mogelijk scheidsrechterlijk te slechten, hebben besloten daartoe een Verdrag aan te gaan en hebben tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Den Heer Baron de Groote, Ridder in de Leopoldsorde enz., Hoogst-deszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Hellenen,

en ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER HELLENEN :

Den Heer A.-G. Skousès, Commandeur in de Koninklijke Orde van den Verlosser enz., Hoogst-deszelfs Minister van Buitenlandsche Zaken ;

Die, na elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen :

ARTIKEL ÉÉN.

De Hooge Verdragsluitende Partijen verbinden zich om aan het bestendig Scheidsgerechtshof, door het Verdrag van 29 Juli 1899 te 's-Gravenhage ingesteld, de geschillen te onderwerpen welke tusschen Haar mochten ontstaan in de bij artikel 3 aangegeven gevallen, voor zooveel zij noch de levensbelangen, noch de eer, noch de onafhankelijkheid, noch de souvereiniteit der verdragsluitende landen treffen en het niet mogelijk was met rechtstreeksche diplomatieke onderhandelingen of elk ander verzoeningsmiddel tot eene minnelijke oplossing te komen.

ART. 2.

Het behoort aan elke der Hooge Verdragsluitende Partijen te oordeelen of bij het ontstane geschil hare levensbelangen, hare onafhankelijkheid of hare souvereiniteit betrokken zijn en of derhalve het geschil van aard is om begrepen te worden onder die welke, luidens voorgaand artikel, aan scheidsrechterlijke uitspraak niet hoeven onderworpen.

ART. 3.

Mits de bij artikel één aangegeven voorbehoudingen, hoeven, tusschen de

Hooge Verdragsluitende Partijen, aan scheidsrechterlijke uitspraak onderworpen :

1^o Betwistingen nopens de toepassing of de uitlegging van alle tusschen Haar gesloten verdragen, uitgenomen van verdragen waaraan derde Mogendheden mochten deelgenomen hebben of waartoe derde Mogendheden mochten toegetreden zijn.

2^o Betwistingen omtrent geldvorderingen tusschen beide verdragsluitende Partijen, voor geleden schade, wanneer het beginsel der vergoeding door de Partijen werd erkend.

ART. 4.

Verplichte toevlucht tot scheidsgerecht, in zaken als bij artikel 3 is bedoeld, kan niet worden gevorderd uit hoofde van feiten van vóór dit Verdrag.

ART. 5.

Wanneer er tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen reden tot scheidsrechterlijke uitspraak zal bestaan, zullen zij, bij gebrek aan andersluidende bepalingen tot minnelijke overeenkomsten, voor al wat de benoeming der scheidsrechters en de scheidsrechterlijke rechtspleging aangaat, handelen naar het bepaalde bij het op 29 Juli 1899 te 's-Gravenhage onderteekend Verdrag voor de vreedzame beslechting van internationale geschillen, behalve wat de hierna opgegeven punten betreft.

ART. 6.

Geen der scheidsrechters mag onderdaan zijn van een der Staten die dit Verdrag onderteekend hebben, noch binnen hun grondgebied wonen, noch betrokken zijn in de kwesties waarover hoeft uitspraak gedaan.

ART. 7.

In de bij artikel 31 van het Verdrag van 29 Juli 1899 voorziene bijzondere overeenkomst (het compromis) zal een termijn bepaald worden, waarin de overgave, tusschen beide Partijen, van de memories en bescheiden die tot het voorwerp van het geschil betrekking hebben, zal moeten geschieden. Die overgave zal in alle geval vóór de opening der zittingen van de Scheidsrechtbank moeten gedaan zijn.

ART. 8.

De scheidsrechterlijke uitspraak zal de termijnen bepalen, binnen welke zij zal moeten worden uitgevoerd.

ART. 9.

Dit Verdrag is voor vijf jaren gesloten. Het zal in werking treden éene maand na de uitwisseling der akten van bekrachtiging. Mocht geene der

Hooge Verdragsluitende Partijen, zes maanden vóór het einde van genoemden termijn, kennis geven van haar inzicht om er de uitwerking van te doen eindigen, dan zal het Verdrag verbindend blijven tot na verloop van één jaar, te rekenen van den dag waarop de eene of andere der Hooge Verdragsluitende Partijen het zal hebben opgezegd.

ART. 10.

Dit Verdrag zal binnen den kortst mogelijken tijd worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen te Athene uitgewisseld worden.

Ten blijke waarvan de Gevolmachtigden dit Verdrag hebben ondertekend en er hun zegel hebben op afgedrukt.

In tweevoud gedaan te Athene, den 19^e April/2ⁿ Mei 1903.

P. DE GROOTE,

A. SKOUSÈS.
